



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2542
21 avril 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

-
- **Interdiction des licenciements**
 - **Augmentation des salaires et pensions**
 - **Contrôle ouvrier sur les entreprises et les banques**

Nathalie Arthaud
le camp des travailleurs

En votant Nathalie Arthaud, dire les exigences des travailleurs et se préparer à les imposer

À l'approche de la présidentielle, on annonce que quatre candidats pourraient avoir des résultats proches. Si cela accroît l'incertitude sur la personne qui remplacera Hollande, il n'y a pas de doute à avoir sur la politique qu'elle mènera, qui sera dictée par les patrons des grandes entreprises et des banques.

Avant son élection, Hollande avait dit que son premier ennemi serait la finance et qu'il la combattrait. Élu, il n'a même pas fait mine d'appliquer cette promesse. Il s'est incliné devant les exigences des capitalistes en leur versant des dizaines de milliards d'euros d'argent public. Il a fait adopter les lois Macron et El Khomri, qui ont démantelé le Code du travail, facilité les licenciements, augmenté la précarité sans pour autant créer d'emplois.

On comprend donc que bien des travailleurs ayant voté Hollande en 2012, désorientés, ne veulent plus croire aux discours. Pourtant le petit jeu de la démagogie et des fausses promesses est reparti.

Bien sûr, le candidat de la droite Fillon n'a pas besoin de faux semblants pour satisfaire son public. Il dit qu'il s'en prendra aux services publics, aux fonctionnaires et à ce qu'il reste du Code du travail. Mais Macron n'est guère différent. En fait de renouveau, il annonce qu'en matière sociale il poursuivra ce qu'il a fait comme ministre de Hollande et qu'il gouvernera par ordonnances. Il ne cache pas que sa politique serait faite de nouvelles attaques contre les travailleurs.

À l'extrême droite, Marine Le Pen voudrait profiter du désarroi créé par le quinquennat Hollande pour jouer à la candidate des pauvres et des petites gens. En fait, elle n'envisage pas une seconde de s'en prendre au grand patronat et à ses milliards. Son ennemi n'est pas la finance, mais les plus pauvres des travailleurs, les migrants, les sans-papiers, les immigrés en général, comme si les exploiters étaient de ce côté-là ! Elle divise les travailleurs, en les incitant à s'en prendre aux plus pauvres d'entre eux. C'est se montrer pour ce qu'elle est : une ennemie mortelle du monde du travail.

À gauche, Hamon et Mélenchon veulent se distinguer de la politique qu'a menée le Parti socialiste, dont ils sont issus.

Selon les sondages, les chances de Mélenchon seraient en hausse. Mais, même s'il était élu, il n'y aurait aucune raison de lui faire plus confiance qu'à Hollande. Il se comporterait comme lui, et pour la même raison : en réalité, ce n'est pas l'élu à l'Élysée qui décide de la politique à mener, car le grand patronat, les banques, les marchés financiers la lui dictent.

On l'a vu non seulement en France, mais en Grèce, dont la population a subi un appauvrissement dramatique pour payer les milliards d'intérêts exigés par les banques. Élu pour tenter de leur résister, le gouvernement Tsipras a rapidement capitulé. Il s'est fait l'agent payeur qui reverse aux banquiers l'argent soutiré à la population grecque.

Si Mélenchon était élu, et même s'il voulait tenir ses promesses, il ne tiendrait pas le peu de temps qu'a tenu Tsipras. Il capitulerait, prendrait le tournant de l'austérité et dirait qu'il se heurte au « mur de l'argent ». Les dirigeants de la gauche de gouvernement ont toujours justifié ainsi leurs reculs, feignant de découvrir ce mur, qui n'est fait que de la volonté de la grande bourgeoisie capitaliste d'imposer ses choix. Comme s'ils n'avaient pas connu son existence avant !

Mélenchon ou Hamon peuvent faire semblant de ne pas voir ce mur, mais pas les travailleurs. Ils n'ont pas à conquérir un poste, mais à défendre leurs conditions d'existence face aux attaques qu'ils subiront de toute façon, quel que soit l'élu. Ils ne peuvent faire comme si le mur n'existait pas.

Alors, pour dire que ce mur est là et qu'il faut se donner les moyens de l'abattre, Lutte ouvrière présente la candidature de Nathalie Arthaud.

Les exigences des travailleurs sont d'interdire les licenciements, de répartir le travail entre tous, d'augmenter les salaires et pensions, de contrôler les comptes des entreprises et de l'État. L'imposer ne se fera pas par une élection. Il faudra mobiliser toute la force des travailleurs, dans les entreprises et dans la rue, pour battre en brèche la résistance patronale.

Voter Nathalie Arthaud, ce sera pour les travailleurs exprimer ce que sont leurs nécessités vitales. Mais ce sera aussi se préparer à lutter pour les imposer.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Le Pen : bêtise raciste au programme	4
Le FN aux manettes : la guerre aux pauvres	4
Hayange : la municipalité FN à l'œuvre	4
Fillon : grand ratissage à droite	5
Macron : le petit jeune homme du sérail	5
Suramortissement : le patronat veut garder sa niche	5
Mélenchon : un patriote professionnel	6
Valls : au miroir des sondages	6
Hollande à Craonne : cent ans de retard	7
Travailleurs sénégalais : une reconnaissance tardive	7
Santé : qui soigne qui ?	7
Whirpool Amiens : en manifestation à Paris	7
Guyane : la grève générale se poursuit	16

LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD

Militer pour les idées communistes révolutionnaires	8
Les patrons peuvent partir !	8

Liberté de circulation et d'installation pour les migrants

Faire de l'Élysée... une maison des associations

Expropriation des banques !

DANS LE MONDE

Turquie : victoire limitée pour Erdogan

États-Unis : Trump, fier de ses bombes

Peine capitale dans une société barbare

ENTREPRISES

Guadeloupe : victoire des ouvriers de la banane !

SFR : en grève pour le maintien des salaires

Vivarte : le saccage capitaliste

La Sauvegarde Reims : échec à un licenciement

Nantes : les éboueurs en grève

Orléans : grève des travailleurs d'Atalian

Derichebourg Croix : en lutte pour être payés

Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris : quand l'APHP prétend faire mieux, c'est pire !

Clinique de l'Auzon Clermont-Ferrand : troisième semaine de grève

Grenoble : menace sur les centres de santé

Ministères : les destructeurs d'emplois

Hilton Orly : pas d'accord avec les licenciements !

Renault - Flins : accident mortel

Groupe Schlumberger : contre les suppressions d'emplois

Collision ferroviaire

RÉVOLUTION RUSSE

20 et 21 avril : le premier heurt des ouvriers avec la contre-révolution

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Le programme

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

LEUR SOCIÉTÉ

Patronat : Gattaz martèle son programme

Pour Gattaz aussi, c'est la dernière ligne droite pour l'élection présidentielle. Dans sa conférence de presse hebdomadaire, dans ses tribunes dans la presse patronale, le dirigeant du Medef lance même un cri d'alarme repris par quatre-vingt-dix patrons contre un éventuel « oui au permis de tuer l'Europe » qui sortirait des urnes.

Cet alarmisme n'a pour objectif que de plaider pour les candidats Macron et Fillon, et plutôt pour le second, dont le programme serait pragmatique. Gattaz en espère des mesures contre les maux qui accablent ces pauvres patrons français : « la fiscalité insensée, le compte-pénibilité, les 400 000 normes, les lourdeurs du Code du travail », qui ne sont pas dues à l'euro, précise-t-il.

Certes, le patronat français est tout à fait capable de trouver tout seul ses objectifs et les moyens de les atteindre en mettant un président et un gouvernement à sa botte. Les lois Macron et El Khomri lui ont largement débarrassé le terrain pour tenter d'exploiter les travailleurs plus tranquillement en laminant leurs droits. Mais

il en veut davantage.

« Que veut dire le mot austérité, dans un pays comme la France qui n'a cessé d'augmenter ses dépenses publiques pour atteindre 57 % du produit intérieur brut en 2016 ? » écrit Gattaz en réponse à Hamon. « Ce n'est pas l'Europe qui a décidé que la France aurait les charges sociales les plus élevées. C'est un choix politique constant de nos dirigeants. » Alors que l'Allemagne, elle, a réussi sa croissance, renvoie-t-il à Mélenchon. Comme les candidats, Gattaz martèle son programme : encore plus de coupes dans les services utiles à la population, et la réduction de toutes les cotisations sociales.

Le patronat est prêt à la bataille contre les travailleurs, aux côtés du président s'il est selon son vœu et, s'il ne l'est pas, en faisant la pression nécessaire pour qu'il cède. Aux travailleurs, à la population d'être aussi prêts à riposter.

Sylvie Maréchal



AGENDA

Fête de Lutte ouvrière Marseille

Dimanche 14 mai à partir de 11 heures
Parc des loisirs de Valabre - RD 7
Gardanne

Prisons : les ministres passent les prisonniers s'entassent

Le ministre de la justice Jean-Jacques Urvoas a publié, mardi 18 avril, une lettre de cinquante-huit pages destinée à son successeur. Il avait lui-même succédé à Christiane Taubira, il y a quinze mois.

Depuis, il a soutenu la mission d'information sur le redressement de la justice conduite par le sénateur de la droite LR Philippe Bas. Et, pour les prisons, il avait de même placé à la tête d'une commission l'ex-sénateur LR Jean-René Lecerf. Cela a débouché sur deux rapports, publiés au début du mois et qui pourraient servir au prochain ministre.

Zélé, le ministre a préparé ce travail. Son secrétariat travaille déjà sur un texte de loi et sur des éléments pour les budgets des trois années à venir. Il propose à son successeur de mettre en œuvre ce que ni lui ni Christiane Taubira

n'ont réussi : promouvoir d'autres sanctions pénales que la prison. Mais il n'a rien préparé de concret sur ce plan.

Aujourd'hui, 58 000 places en prison accueillent 70 000 prisonniers, dont près de 20 000 sont en détention provisoire, et donc présumés innocents. En conséquence, la surpopulation explose et rend très difficile la vie des détenus qui s'entassent dans les cellules, aussi bien que celle du personnel pénitentiaire débordé.

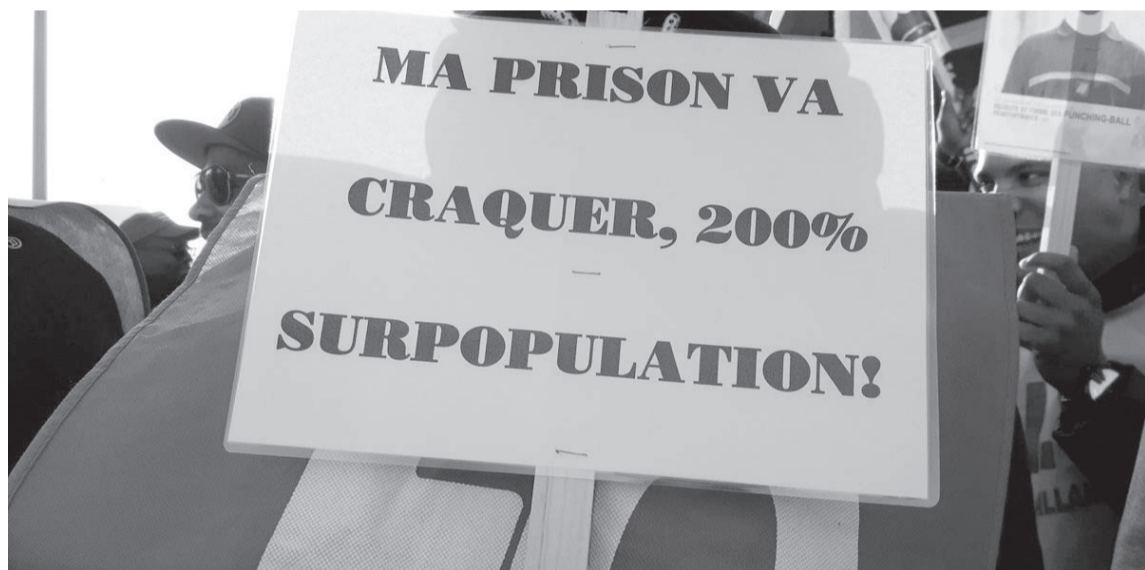
En revanche, le ministre a mis au point pour la suite un plan de construction de prisons, dont l'objectif serait que, d'ici 2025, 80 % des

détenus disposent d'une cellule individuelle. On ne sait quelle suite sera faite à ce plan, mais il indique que l'emprisonnement reste la priorité.

Pour le reste, Urvoas tient un discours standard de ministre : selon lui, l'amélioration du fonctionnement de la justice, elle aussi engorgée, ne se réduirait pas à la question des moyens. Les plaignants continueront d'attendre.

Il y a cinq ans, François Hollande s'était engagé à rendre les prisons « conformes aux principes de dignité ». Comme d'autres, ces belles paroles sont tombées dans la poubelle des promesses non tenues. Les détenus, déjà privés de liberté, n'ont pas fini de vivre dans des conditions dégradantes.

Jacques Fontenoy



Crédits militaires : un dernier, pour la route

Le ministre de la Défense de Hollande, Jean-Yves Le Drian, ne veut pas quitter son poste sans un dernier cadeau à ceux qu'il a si bien servis pendant cinq ans, les marchands de canons. Ainsi fait-il accélérer la procédure pour concrétiser le programme de construction de frégates de taille intermédiaire, un

nouveau modèle de navire de guerre.

Le ministre fait en sorte qu'une partie des 3,8 milliards d'euros prévus pour les frégates soit d'ores et déjà versée à DCNS, Thales et MDBA : c'est-à-dire le fabricant de la coque, celui de l'appareillage électronique et celui des missiles, derrière lesquels se tient

Dassault, marchand de canons en chef.

Le Drian, faut-il le dire, est régulièrement qualifié par le patronat, le monde politique et la presse de « grand ministre », « grand serviteur de l'État » et autres équivalents polis de « l'arbin des capitalistes ».

Paul Galois

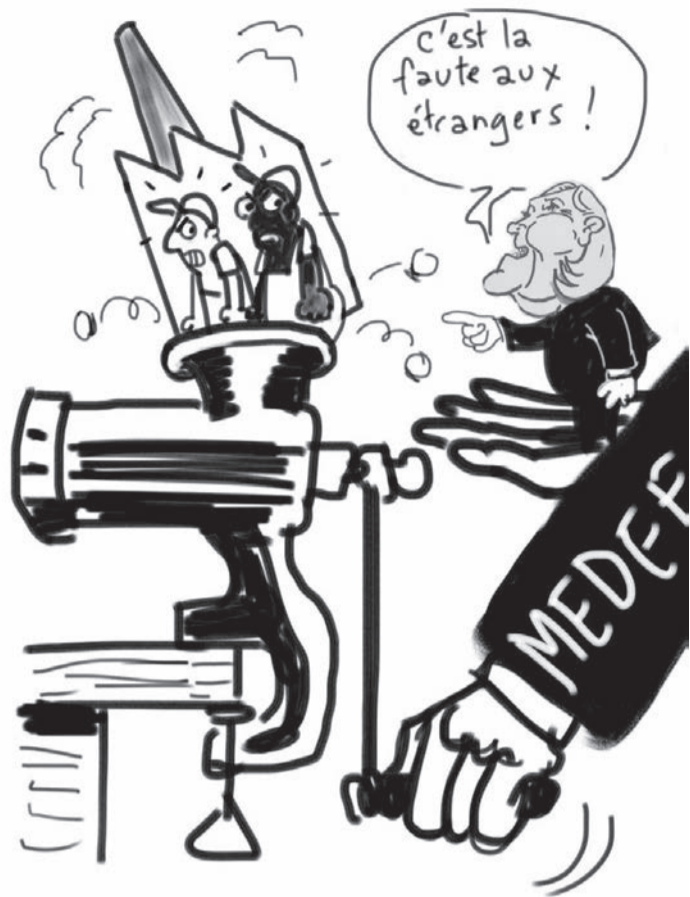
Lisez la revue *Lutte de classe*, revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 183 (avril 2017) :

- Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud
Meeting central de campagne, à Aubervilliers le 26 mars : discours d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud
Profession de foi et affiche officielle
- Vive la lutte des travailleurs de Guyane !
- Parti communiste réunionnais : un congrès sous le signe renouvelé de la collaboration de classes
- Turquie : les inquiétudes du gouvernement Erdogan
- Aux origines du chômage : les robots ou le capitalisme ?
- Le CETA et les intérêts des travailleurs

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro.

Le Pen : bêtise raciste au programme



À six jours du vote, Marine Le Pen a choisi lors de son meeting du 17 avril au Zénith de Paris de s'en prendre encore plus durement aux immigrés. Loin de ses prétentions à se poser en candidate des classes populaires qui souffrent, elle montre que son fonds de commerce reste avant tout le racisme et la xénophobie et rappelle que c'est bien là son vrai visage.

Le Pen a ainsi déclaré que, si elle était élue présidente, elle instaurerait «un moratoire immédiat sur toute l'immigration légale pour arrêter ce délire, cette situation incontrôlée qui nous entraîne vers le fond». Cette mesure ne figurait pas dans son programme qui, bien qu'imprégné de haine contre les immigrés, prévoyait sans autre précision de limiter l'immigration légale à 10 000 migrants par an, ce qui est déjà scandaleux.

«Derrière l'immigration massive, il y a le terrorisme, derrière l'immigration massive, il y a l'islamisme», a-t-elle aussi ajouté, désignant les immigrés à la vindicte de la population meurtrie par les attentats.

Et de qualifier l'immigration de «drame pour la France», comme si le drame pour les travailleurs n'était pas que les patrons puissent les réduire impunément au chômage ou les forcer à se tuer au travail pour des salaires de misère. Vouloir faire croire que les malheureux réfugiés, contraints d'abandonner pays et famille pour fuir la guerre ou la misère, sont responsables

de la misère ouvrière, c'est du même coup exonérer les capitalistes de toute responsabilité.

Le Pen n'a même pas reculé devant les formules les plus ridicules du genre : «En France on boit du vin si on en a envie. On entend sonner la cloche au lointain», déclenchant les cris hystériques de ses partisans qui ont entonné «La France aux Français»... montrant que les cloches n'étaient pas si lointaines.

Pendant toute une partie de sa campagne électorale, Marine Le Pen a essayé de séduire les électeurs des classes populaires, écœurés par les partis qui se sont succédé au pouvoir, en se présentant comme «la candidate du peuple». Mais maintenant qu'il s'agit de grappiller les ultimes voix qui lui permettront de figurer au second tour, c'est le discours traditionnel du Front national qu'elle remet au goût du jour. Et c'est ce programme qu'elle appliquerait si demain elle était élue, d'abord contre les réfugiés et l'ensemble des immigrés, mais aussi contre tous les travailleurs, quelle que soit leur origine.

Daniel Mescla

Le FN aux manettes : la guerre aux pauvres

Une petite idée du Front national aux manettes peut être donnée à travers les premières années de gestion municipale dans les communes où un maire de ce parti a été élu en 2014.

À Hénin-Beaumont, Hayange et Mantes-la-Ville, les subventions à plusieurs associations de soutien aux plus pauvres ont été réduites, voire supprimées. Le Secours populaire a particulièrement été visé : à Hayange par exemple, il n'a pu obtenir une salle pour organiser son Noël des enfants pauvres, car jugé trop communiste et promigrants. À Mantes-la-Ville, la Ligue des droits de l'homme a été privée de local et le club de foot FC Mantois, ressenti comme politiquement hostile au maire, a été rayé de la liste des subventions.

Au Pontet ou à Beaucaille, les édiles ont supprimé la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles les plus pauvres. À Villers-Cotterêts, les tarifs ont augmenté brutalement de 66 %, au motif qu'une personne qui touche le RSA pouvait venir chercher son enfant à l'heure du déjeuner. Dans la même commune, la CGT et la fédération de parents

FCPE ont vu leurs subventions coupées. À Mantes-la-Ville, un centre social a été fermé, ainsi qu'à Beaucaille une maison des associations qui organisait du soutien scolaire.

Des arrêtés antimendicité ont aussi été pris, vilénie dont il est vrai les maires FN n'ont pas l'exclusivité. Pour le logement, le *Petit guide pratique de l'élu municipal Front national*, préfacé par Briois, maire d'Hénin-Beaumont, préconise une «priorité nationale dans l'accès aux logements sociaux». Quant aux programmes «Ma commune sans migrants», ils se multiplient, sans même qu'ait été évoquée l'ombre d'une résidence pour réfugiés.

Outre les mesures symboliques antipauvres et antiouvrières prises dans les communes dirigées par des élus FN, le programme de sa candidate annonce de nouvelles attaques. Sans même parler des hausses de prix liées à la taxe de 3 % qu'elle veut imposer aux produits importés, elle a

l'intention de s'en prendre à ce qu'elle nomme les arrêts maladie de complaisance, autrement dit aux travailleurs épuisés auxquels le médecin prescrit un peu de repos. Elle propose aussi une aggravation de la loi El Khomri, déjà en elle-même un tissu d'attaques, en élargissant la possibilité de déroger aux 35 heures, avec déclenchement du paiement en heures supplémentaires à 37, 38 ou 39 heures. Elle s'en prend aussi aux travailleurs détachés, et non à ceux qui les exploitent.

À l'inverse, pour les patrons, ce serait Noël toute l'année, par exemple grâce à l'exonération totale de cotisations pendant deux ans pour l'embauche d'un jeune de moins de 21 ans, qui au lieu d'étudier irait se faire exploiter. Le Pen propose aussi de diminuer encore l'impôt sur les sociétés, le portant de 33 à 24 % pour les PME.

Les «promesses tenues» dont se vante le FN dans un de ses slogans seraient clairement celles qui s'attaquent au monde du travail.

Viviane Lafont

Hayange : la municipalité FN à l'œuvre

Jeudi 13 avril, plusieurs dizaines de salariés se sont rassemblés devant la mairie d'Hayange, suite à un appel lancé par la CGT des communaux, pour soutenir un militant CGT convoqué par le maire FN pour une sanction.

Comme par hasard, trois jours après la grève du 21 mars, ce militant CGT s'est vu notifier une procédure disciplinaire sur son lieu de travail. La convocation a été effectuée par la police municipale, histoire

sans doute de renforcer le climat d'intimidation qui règne dans les services de cette municipalité Front national.

Il est reproché à ce militant des «propos inconvenants» qu'il aurait tenus quinze jours avant, mais en fait la mairie FN veut faire taire les revendications du personnel. Le FN à la tête de la mairie, c'est deux fois plus de précarité que sous la municipalité précédente. La mairie a précarisé l'emploi, il y a un tiers

de non-titulaires et des pressions sur les travailleurs handicapés qu'elle rechigne à reclasser.

Le FN se présente souvent comme un parti antisystème. Mais une fois aux manettes, ses élus se comportent comme les autres politiciens bourgeois, ou pire. En fait, ils sont bien dans ce système qu'ils prétendent dénoncer. Aucune sanction ne doit être prononcée contre le militant CGT d'Hayange!

Étienne Hourdin

Naufrage : pirates en gants blancs

Dans la nuit du 31 mars, le *Stella Daisy*, un cargo de 321 mètres chargé de 270 000 tonnes de minerais en vrac, lançait un unique appel de détresse. Lorsque les secours arrivèrent sur les lieux, à 2 500 km de toute terre dans l'Atlantique sud, ils ne trouvèrent que deux marins sur un radeau. Il n'y avait plus aucune trace du navire qui s'était cassé en deux et avait coulé en quelques minutes, entraînant 22 hommes avec lui.

Le *Stella Daisy* appartenait à l'armateur coréen Polaris Shipping, premier

au monde pour le transport de minerais. Sur les 27 minéraliers géants de cette compagnie, 20 sont d'anciens pétroliers reconvertis. En effet, suite aux marées noires, les États avaient imposé que les pétroliers soient équipés de doubles coques. Des pétroliers furent alors vendus pour être transformés en minéraliers. Il était logique et, disent les syndicats de marins, prévisible, que ces navires présentent des problèmes de structure, en plus des problèmes liés à l'âge et au choc répété des tonnes de

minerais tombant dans la coque. Un autre navire de la compagnie, construit lui aussi en 1993, pétrolier converti en minéralier, est bloqué au Cap, suite à l'apparition de fissures dans la coque.

Alors que l'équipage du *Stella Daisy* a été pris au piège, les armateurs et ceux qui profitent de leurs économies criminelles, grandes banques internationales et capitalistes des mines et de l'acier, dorment au sec.

Paul Galois

Fillon : grand ratissage à droite

Dans le sprint final avant l'élection, Fillon a tenu à s'afficher résolument à droite, dans le but de faire revenir une partie des voix que l'affaire Penelope lui avait fait perdre.

« La sécurité partout et pour tous », a-t-il déclaré le lundi de Pâques à Nice, comme si l'ensemble de la population n'avait que ce souci en tête ! Fillon a insisté sur l'arsenal sécuritaire qu'il compte appliquer s'il est élu, avec le renfort des moyens de la police, la construction de prisons, l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans, une réelle application des peines, etc. On croirait un copier-coller du programme de la candidate du Front national.

Mais Fillon ne veut pas seulement récupérer une partie de l'électorat lepéniste, il ratisse plus large. Ainsi, samedi 15 avril, sur Radio Forum J., ses propos se sont dirigés vers cette fraction de la bourgeoisie traditionaliste, engluée dans sa bigoterie et sa haine des pauvres, qui faisait le gros des troupes des Manifs pour tous contre le mariage homosexuel. Il a ainsi évoqué la possibilité de nommer des ministres issus de Sens commun, un groupe de catholiques intégristes créé en 2013 dans le but de peser sur

l'UMP – dans un sens encore plus réactionnaire évidemment – et qui a ensuite rejoint le parti Les Républicains.

Fillon récupérera-t-il suffisamment de voix pour être présent au second tour ? En tout cas, il a clairement réaffirmé qu'il se plaçait non seulement à droite, mais dans sa frange la plus réactionnaire.

Marianne Lamiral

Macron : homme du sérail

Emmanuel Macron a beau se dire hors des partis et clamer sa volonté de renouveler la classe politique, il cumule toutes les qualités du serviteur au long cours de la bourgeoisie.

Inspecteur des finances, banquier d'affaires chez Rothschild, conseiller du président Hollande, ministre de l'Économie, l'homme a été formaté, testé et mis à l'ouvrage, dans le monde des affaires et dans les arcanes du pouvoir, sans même avoir jamais été élu.

Si son nom se rattache surtout à la loi qui aide les patrons à imposer le travail du dimanche et à la préparation de la loi El Khomri, qu'il aurait souhaité encore plus destructrice pour les droits des

salariés, il a pendant tout le quinquennat Hollande participé pleinement aux attaques contre le monde du travail.

À peine prononcées, ses vagues promesses peu finies pour plaire à tout le monde sont immédiatement contredites par les phrases suivantes de ses discours. Agitant le hochet d'une baisse des impôts par la suppression de la taxe d'habitation, il affirme ensuite sa volonté d'imposer la hausse de la CSG. Parlant de la nécessité d'aller vers un remboursement à

100 % des frais dentaires, d'audition et de lunettes, il se déclare en même temps déterminé à réduire les dépenses de santé. Il propose de limiter à 12 le nombre d'élèves par classe en CP-CE1 dans les zones prioritaires, mais veut supprimer 120 000 postes dans la fonction publique.

Là où Macron est clair, c'est dans son programme d'attaques contre le monde du travail qui, comme le dit un représentant patronal, « est clairement dans la même dynamique » que celui de Fillon. Pour faire saliver le patronat, il ajoute à la suppression de la presque-totalité de l'ISF celle des dernières cotisations sociales sur les bas salaires, ainsi que celle des lois limitant encore un peu la durée du travail. Et, pour les salariés, c'est un passage à la paille de fer enrobé dans un gant de velours : la flexibilité généralisée, des chômeurs encore moins indemnisés, des indemnités réduites même en cas de victoire aux Prud'hommes, et des retraites amputées, voire repoussées à un âge indéterminé.

Derrière le petit Kennedy français jouant son va-tout sur le discrédit collectif des partis politiques usés au pouvoir, c'est bien le DRH avide qui pointe, entièrement dévoué à ses puissants employeurs.

Gilles Boti



Suramortissement : le patronat veut garder sa niche

Le patronat français s'est plaint au gouvernement : il regrette que le dispositif fiscal du suramortissement prenne fin en ce mois d'avril.

Ce système permet aux patrons de déduire de leurs bénéfices imposables 40 % du coût d'achat de nouveaux équipements, cela en plus de l'amortissement normal. Il a été introduit par Hollande en 2015. L'économie d'impôt est de 13 200 euros pour un investissement de 100 000 euros, pour les entreprises qui paient le taux théorique de 33 % de l'impôt sur les bénéfices. Même si ce cadeau fiscal

n'aura duré que deux ans, compte tenu d'une durée d'amortissement moyenne de cinq ans, il coûtera en tout 5 milliards d'euros aux comptes publics.

Tout attentionné aux besoins du patronat, le gouvernement n'a mis fin à cette niche fiscale qu'au profit de l'augmentation d'une autre : au titre du CICE, les entreprises percevront non plus l'équivalent de 6 % de la masse salariale, mais 7 %. Évidemment, les

patrons auraient préféré cumuler les deux. D'ailleurs Fillon les courtise, parlant de prolonger le suramortissement jusqu'en 2019, et Macron en leur promettant de baisser le taux de l'impôt sur les sociétés à 25 %.

De telles mesures sont censées favoriser l'emploi mais, tout en saignant les budgets publics, elles n'ont jamais fait baisser le chômage. Leur seul but est de permettre au patronat d'accroître ses marges, autrement dit ses profits.

Lucien Déroit

Un Pinault d'honneur

Septième fortune de France, propriétaire entre autres du Printemps, de La Redoute, du magazine *Le Point*, François Pinault vient d'être fait grand-croix de la Légion d'honneur à l'occasion de Pâques. Il doit ce cadeau à Cazeneuve, Premier ministre d'un Hollande qui se disait ennemi de la finance.

Ami de Chirac, Pinault a bâti sa fortune en revendant des entreprises après y avoir licencié, en spéculant

en Bourse et sur les œuvres d'art, et aussi en mettant ses milliards à l'abri dans des paradis fiscaux, ce qui lui a permis de ne pas payer d'impôt sur le revenu pendant vingt ans.

Licencieur, spéculateur, fraudeur fiscal, Pinault est à l'image de ce grand patronat que les présidents et gouvernements successifs ne cessent de cajoler. Cela mérite bien la Légion d'honneur.

P.H.

Mélenchon : un patriote professionnel

Jean-Luc Mélenchon dit aujourd'hui ce qu'il disait déjà lors de la campagne présidentielle de 2012. Depuis qu'il est sorti du PS, il pose au Mitterrand du 21^e siècle. Mais la forme de son discours, le vocabulaire et le décorum ont évolué dans un style de plus en plus cocardier.

«L'humain d'abord» s'est transformé en «France insoumise». Aucun de ces slogans n'a de sens, mais désormais la référence patriotique est évidente. Les militants ont été priés de ranger les drapeaux rouges. On ne doit plus voir que des drapeaux tricolores, encore plus nombreux que chez Fillon ou Le Pen. *L'Internationale* n'est plus guère chantée dans les meetings de Mélenchon, la *Marseillaise* seule ayant droit de cité. L'amour de la patrie est déclamé sur tous les tons, accommodé à toutes les sauces.

Mélenchon sait ce qu'il fait. Le drapeau rouge fut adopté par le mouvement ouvrier pour symboliser l'opposition irréconciliable entre travailleurs et exploités. Le chant de *L'Internationale* exprime le fait que les travailleurs du monde entier forment une seule classe sociale, ses couplets sont un manifeste révolutionnaire. Mélenchon, respectable politicien républicain, ne se revendique certes pas de ces idées. Désormais, il interdit à ceux qui le soutiennent d'en arborer la couleur, voire même de s'en souvenir. Il leur demande de faire au contraire la démonstration bruyante qu'ils sont des partisans de l'union nationale derrière «la France», ce qui signifie mettre les

travailleurs sous la coupe des exploités.

Les militants du PCF qui soutiennent Mélenchon auraient tort de s'étonner de ces démonstrations patriotiques. Comme l'a opportunément rappelé leur dirigeant, Pierre Laurent, le PCF s'est engagé sur cette voie depuis bien longtemps. Et en effet, lorsque le PCF devenu stalinien a voulu montrer à la bourgeoisie française qu'elle n'avait rien à craindre de lui, il a sorti le drapeau tricolore. Il l'a fait bien démonstrativement, en 1936 et en 1944-47 particulièrement, quitte à déclarer hypocritement qu'il ne voyait pas d'inconvénient à mêler les plis du drapeau tricolore avec ceux du drapeau rouge.

La direction du PCF a ainsi de longue date pavé la voie à tous ceux, de



Mélenchon à Le Pen, qui professent l'union nationale en prétendant qu'elle est une garantie pour les travailleurs. En intimant aux militants du PCF l'ordre de ranger les drapeaux rouges et *L'Internationale* au magasin des antiquités, Mélenchon ne leur fait faire qu'un pas de plus.

Mélenchon se sert aujourd'hui du nationalisme pour ratisser des voix à droite et stériliser tout ce qu'il peut y avoir

de revendicatif parmi ses soutiens. Élu, il s'en servirait pour imposer des sacrifices aux travailleurs. Cela s'est fait à toutes les époques, depuis les usines où il fallait se tuer au travail pour reconstruire le pays, jusqu'aux tranchées où il fallait mourir pour la patrie. C'est à ce char-là que Mélenchon, comme tous les nationalistes, voudrait attacher les travailleurs, avec l'aide de la direction du PCF.

Paul Galois



Vincent Gelas

Valls : au miroir des sondages

Quand il était Premier ministre, Valls entendait soigner son look et il n'a pas hésité à dépenser des sommes rondettes pour faire des sondages sur... son image.

Pour pas moins de 53 520 euros, les sondés avaient ainsi, en juin 2014, à donner leur avis sur des affirmations telles que : «Sa frange, soigneusement crantée, lui donne un air frondeur/fonceur» ou «Ses oreilles dissymétriques, avec la droite décollée, connotent un aspect bagarreur/colérique». L'institut de sondage Ipsos était ainsi chargé de dresser un bilan

d'image.

On apprend dans le même temps que de tels sondages sont faits régulièrement, toujours aux frais du contribuable. Tous les Premiers ministres, de droite comme de gauche, y ont eu droit, Raffarin, Ayrault, mais aussi Fillon. La gauche avait pourtant promis de ne plus demander de tels sondages qualitatifs, critiquant fermement ceux commandés par Sarkozy, dont le montant total se serait élevé à plusieurs millions d'euros. Mais des promesses aux actes...

Cédric Duval

Il faut le contrôle des comptes !

Clip de la campagne officielle de Nathalie Arthaud

« Il faut imposer la transparence sur les comptabilités réelles des grandes entreprises.

Selon leurs dirigeants, il n'y a jamais assez d'argent pour les emplois et pour les salaires. En revanche, il y en a toujours pour les dividendes des actionnaires et les rémunérations des PDG.

Il n'y a aucune raison de les croire sur parole. Ils ont érigé le mensonge et l'opacité en art de gouverner.

Aujourd'hui, un salarié peut être sanctionné, voire licencié, pour avoir

dévoilé les fraudes de la direction de son entreprise, même si elles mettent en danger la société et ont des conséquences nocives voire mortelles pour les consommateurs, la population ou les travailleurs de l'entreprise.

Il faut supprimer le secret des affaires. Il faut savoir d'où vient l'argent et où il va. Nous, les travailleurs, sommes les mieux placés pour exercer ce contrôle. Toutes les informations passent entre nos mains, de celles de la secrétaire à celles de l'opérateur de saisie informatique, en

La peur du rouge

Depuis que les sondages donnent Mélenchon presque à égalité avec eux, Fillon et Macron le traitent comme l'homme à abattre.

Fillon parle du « programme communiste de M. Mélenchon », trouve son discours « digne du PCF des années 1960 » et dit qu'il « se rêve en capitaine du cuirassé Potemkine ». La chanson plaît au public de droite, aux anticommunistes et aux intégristes catholiques qui forment le noyau des troupes de Fillon. Et c'est le nouveau stratagème utilisé par celui-ci pour mobiliser les électeurs de droite assez écœurés pour s'abstenir.

Macron fait vibrer la même corde chez les centristes et les sociaux-démocrates qui le suivent. Lui aussi parle, à propos de Mélenchon, de « programme communiste », de « gauche communiste ». Quand Mélenchon parle de paix, Macron souligne que c'est « comme le PC de Moscou ».

Tous deux savent bien sûr que Mélenchon n'a rien de communiste : tout son passé de notable du Parti socialiste en témoigne. Le PCF a finalement décidé de le soutenir, et Mélenchon accepte volontiers ce soutien. Mais cela montre seulement que, comme Mitterrand ou Jospin en leur temps, il sait que ce ralliement du PC ne l'engage à rien.

En revanche, dans le grand cirque électoral, lorsque Fillon et Macron mobilisent leur électorat en agitant la peur du rouge et des partageux, ils montrent leur hostilité profonde à tout ce qui évoque le mouvement ouvrier.

Hollande à Craonne : cent ans de retard

Le 16 avril, François Hollande a assisté à la commémoration de la bataille, de la tuerie pour dire vrai, du Chemin des Dames, dans l'Aisne près de Craonne.

Le 16 avril 1917, il y a cent ans, le général Nivelle lançait une offensive d'ampleur destinée à reprendre le plateau de Californie aux troupes allemandes. Absurde, mal préparée, prétendant renverser le cours de la guerre et permettre son arrêt, elle fit de ce secteur un cimetière pour les soldats venus de Corse, du Pays basque et d'autres régions ainsi que de toute l'Afrique. 100 000 d'entre eux trouvèrent la mort en 15 jours.

Cette défaite, qui engendra des mutineries, a longtemps été occultée. Certains historiens et personnalités locales ont voulu qu'elle soit cette fois-ci au cœur des commémorations, saluer le courage des soldats et en finir avec l'opprobre jeté sur les condamnés à mort pour mutinerie. Six mille personnes ont assisté aux différents hommages. Nombre d'entre elles avaient un ancêtre au Chemin des Dames. La chanson de Craonne, chanson de l'époque longtemps

interdite parce qu'elle dénonçait la guerre et appelait à une grève des soldats, a été entonnée pour la première fois devant un chef d'État. Hollande, au moins par sa présence, a donné une caution officielle à la réhabilitation des mutins. Quant à son discours, il y a bien dénoncé le nationalisme en général, mais pas le système qui l'a utilisé pour jeter les peuples dans cette boucherie et qui est prêt à le refaire aujourd'hui.

Il s'est naturellement trouvé des associations militaristes pour dénoncer la reprise de cette chanson au nom de l'honneur de l'armée française. Les



Pendant la commémoration à Craonne.

généraux français n'ont pas changé depuis 1917, toujours prêts à la gloriole avec la peau des autres, toujours prêts à fusiller ceux qui refusent de marcher.

Mais Hollande, malgré son discours de compassion,

ne vaut pas mieux. Venant verser une larme sur les martyrs un siècle après, il défend l'armée, les marchands de canons et le budget militaire aujourd'hui. La France, présidence Hollande comprise, n'a jamais

cessé d'envoyer des soldats tuer et se faire tuer partout où les intérêts des capitalistes français sont en jeu.

Tant que les exploités seront aux commandes de la société, la chanson de Craonne restera d'actualité, qui dit :

« Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront, Car c'est pour eux qu'on crève.

Mais c'est fini, car les trouffions

Vont tous se mettre en grève. Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,

De monter sur l'plateau, Car si vous voulez la guerre, Payez-la de votre peau ! »

Inès Rabah

Tirailleurs sénégalais : une reconnaissance tardive

Le 15 avril, à l'Élysée, Hollande a donné la nationalité française à 28 tirailleurs sénégalais ayant combattu en Indochine et en Algérie dans les rangs de l'armée française.

Originaires d'anciennes colonies françaises d'Afrique, engagés volontaires ou recrutés d'autorité, ceux-ci ont reçu lors de la décolonisation en 1960 la nationalité sénégalaise, congolaise, centrafricaine

ou ivoirienne. Ils ont entre 78 et 90 ans mais, pour toucher leur pension d'anciens combattants, ils devaient jusque-là passer au moins la moitié de l'année en France, loin de leur famille et souvent dans des conditions matérielles indignes.

Le geste de Hollande répond à une pétition concernant le sort des quelques dizaines de survivants de ces régiments dont les soldats, reconnaissables à leur

chéchia rouge, ont servi de chair à canon dans toutes les guerres coloniales. On n'en a retrouvé que 28, mais ceux qui se manifesteraient ensuite bénéficieraient de la même faveur.

Dans son discours, Hollande a cyniquement reconnu : « Il était plus que temps. » Il a même adopté le ton de l'épopée en déclamant : « Vous êtes l'histoire de la France. » Mais cette histoire, concernant

les tirailleurs sénégalais, ne se soldera pas avec cette naturalisation avec soixante ans de retard. Elle comprend par exemple le massacre de Thiaroye au Sénégal, en décembre 1944, lorsque l'armée française mitrailla des tirailleurs revenant de quatre années de captivité et qui réclamaient les arriérés de solde qu'on leur avait promis.

Vincent Gelas

Whirlpool – Amiens : en manifestation à Paris

Protestant contre la fermeture annoncée pour juin de leur usine, 160 ouvriers de l'usine Whirlpool d'Amiens, l'essentiel de la production, ont fait grève et manifesté à Paris mardi 18 avril.

Celui ayant le moins d'ancienneté cumule 18 ans de dur labeur à la chaîne et tous savent qu'avec l'avalanche de fermetures dans la ville, il sera extrêmement difficile de retrouver un travail.

Les travailleurs sont furieux que le numéro un mondial de l'électroménager, qui a déclaré près d'un milliard de bénéfices l'an dernier, ferme l'usine. Ils ont accepté en 2009 de renoncer à 14 jours de RTT, à deux samedis, à toute augmentation de salaire, en échange de la promesse

du maintien de l'emploi. Ils voient à présent leur direction leur envoyer les huissiers lorsqu'ils prennent une pause pour parler de leur situation, ainsi que des contrôleurs lors des arrêts maladie. On leur promet une prime pour qu'ils travaillent à fond jusqu'au licenciement !

Les salariés sont révoltés en voyant les aides publiques que leurs actionnaires ont touchées, sous prétexte de les encourager à maintenir l'emploi, et qu'ils n'auront pas à rendre.

S'étant rendus au siège à la Défense, les manifestants se sont entendu dire qu'il y aurait peut-être deux repreneurs, sans pouvoir savoir ni les noms des entreprises ni la nature de leurs activités. Les ouvriers espèrent retrouver ainsi un CDI, même avec un salaire inférieur. Mais ils veulent une indemnité extralégale importante de Whirlpool afin de compenser ce qu'ils risquent de perdre en revenus, et parce qu'ils ne veulent pas avoir tout perdu si le repreneur ferme rapidement. Certains se rappellent que les patrons de Goodyear avaient utilisé pendant des mois l'espoir fallacieux d'un repreneur



afin de détourner les ouvriers de la lutte.

Les grévistes ont ensuite défilé sur le Champ-de-Mars. « Il faudrait une révolution », a dit une salariée à Nathalie Arthaud, en s'excusant de formuler une solution qui pourrait choquer. Un autre l'a reprise,

affirmant que ce serait peut-être trop violent. Nathalie, seule candidate venue le soutenir, a fait remarquer que ce qui était violent était ce qu'ils vivent, toutes ces années d'exploitation, de sacrifices pour être finalement jetés à la rue.

Correspondant LO

Santé : qui soigne qui ?

Dans le Gard, une femme de 40 ans atteinte d'un cancer du sein métastatisé a dû lancer un appel aux dons pour financer son traitement que la Sécurité sociale avait décidé de ne plus prendre en charge.

Cette malade était soignée par des cures d'un médicament, l'Avastin, dont

les autorités de santé ont estimé en avril 2016 que, son efficacité n'étant pas démontrée, il ne devait plus bénéficier du remboursement par la Sécurité sociale. Son oncologue estime pourtant que, dans le cas de sa malade, l'Avastin, associé à deux autres médicaments anticancéreux, a

fait la preuve de son efficacité. Il avait donc demandé une prise en charge de la cure d'Avastin, que la Sécurité sociale a refusée.

L'appel aux dons a été largement entendu puisqu'en dix jours la malade a recueilli près de 40 000 euros et la cure d'Avastin a pu avoir lieu. La

population a su se montrer généreuse, et tant mieux au moment où la Sécurité sociale, elle, rembourse de moins en moins bien les assurés, dont le reste à charge ne fait qu'augmenter... ce qui oblige maintenant des malades de plus en plus nombreux à renoncer à certains soins.

C'est toujours au nom de l'équilibre budgétaire que la Sécurité sociale prétend justifier ses « économies » mais quand il s'agit d'accepter des prix faramineux fixés par les trusts pharmaceutiques pour des médicaments dits « innovants », elle se montre bien plus complaisante.

Cédric Duval



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Militer pour les idées communistes révolutionnaires

Clip de la campagne officielle

La dictature de la grande bourgeoisie sur l'économie mène l'humanité vers la catastrophe. Partout, même dans les pays les plus riches, des millions d'êtres humains sont poussés à la misère et exclus de toute activité productive. Des bras, des cerveaux, dont il y aurait un besoin vital, sont rejetés de la vie sociale. Les uns sont condamnés à l'inactivité forcée du chômage, les autres à l'aggravation de l'exploitation.

La rivalité entre les groupes capitalistes à l'échelle du monde se traduit en permanence par un gigantesque gaspillage. Elle est derrière les guerres qui ensanglantent la planète, du Moyen-Orient à l'Afrique.

Le capitalisme, la concurrence, la course au profit privé sont aussi catastrophiques pour la préservation de l'environnement. Combien de régions ont été saccagées par la soif de profits des multinationales? Combien de salariés, de petits paysans, ont été intoxiqués par les produits qu'ils manipulent? Combien d'enfants, de personnes âgées, souffrent des conséquences de la pollution industrielle?

Mettre fin à la dictature de la classe capitaliste parasitaire, irresponsable, c'est une nécessité pour l'humanité si elle veut vivre dans des conditions dignes du 21^e siècle.

Mettre en commun les richesses et les moyens de les produire, c'est le sens profond du mot « communisme ». Ce mot a été dénaturé et transformé en son contraire. Mais il est un des



mots les plus riches de signification, les plus beaux. L'idée du communisme a surgi des rêves égalitaires de l'homme remontant à des temps immémoriaux. Le mouvement ouvrier l'a sortie du domaine des utopies et l'a transformée en projet conscient.

Des générations de travailleurs se sont battues pour l'émancipation sociale. Pour une organisation sociale où le chacun-pour-soi, la lutte individuelle pour la survie, puissent enfin céder la place à la conscience collective que l'humanité est une et indivisible et qu'elle a les moyens d'assurer une vie digne à chacun de ses membres.

Nous nous revendiquons du courant du mouvement ouvrier qui n'a jamais abandonné cet objectif.

Nathalie Arthaud

Nous, Lutte ouvrière, nous continuerons à militer sur la base des idées communistes révolutionnaires qui nous relient à la critique marxiste de la société capitaliste, à la Commune de Paris, à la révolution russe de 1917, à tous les grands combats que la classe ouvrière a menés dans le passé pour se libérer de l'exploitation et pour changer la société dans ses fondements.

Nous continuerons à le faire parce que la société capitaliste, basée sur l'exploitation et la concurrence qui conduisent l'humanité vers la catastrophe, ne peut pas être notre avenir.

Vous qui aspirez à une société de justice, de fraternité, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, dites-le en votant Nathalie Arthaud.

Arlette Laguiller

Les patrons peuvent partir!

« Si l'on applique votre programme, les patrons partiront à l'étranger » : beaucoup de journalistes font cette objection à Nathalie Arthaud, en en tirant argument pour qualifier sa campagne d'utopique.

Ce type de chantage, le patronat l'exerce déjà au quotidien dans les entreprises, pour obtenir des travailleurs qu'ils sacrifient leur emploi et leur santé pour les profits. Il l'exerce aussi vis-à-vis des pouvoirs publics, les rares fois où sont discutées des mesures qui lui seraient défavorables.

Dans le passé, la bourgeoisie n'a pas hésité à dresser ce « mur de l'argent », c'est-à-dire la puissance que lui confère sa domination sur l'économie, en face de gouvernements de gauche faisant mine de contenter les travailleurs. Cela n'a pas manqué à chaque fois d'aboutir à des renoncements gouvernementaux douloureux pour les travailleurs qui avaient pensé que l'alliance électorale du Front populaire en 1936 les protégerait de la crise et de la guerre, ou plus récemment qui avaient cru que les promesses électorales de Mitterrand, Jospin ou Hollande se traduiraient par moins de licenciements et d'usines qui ferment. Hamon et Mélenchon, s'ils arrivaient demain au pouvoir, ne pourraient que constater que les vrais maîtres de l'économie sont les grands patrons et gros actionnaires, qu'aucune V^e ou VI^e république ne peut contraindre.

Dans son programme, Nathalie Arthaud défend, entre autres, la nécessité

d'imposer des salaires et des pensions revalorisées de 300 euros par mois, avec un plancher à 1800 euros net, ainsi que l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois. Mais elle ajoute que les travailleurs doivent se préparer à imposer leurs exigences au patronat par la lutte dans les entreprises et dans la rue.

Si des patrons trouvent intolérable d'être ainsi contraints et que le monde du travail utilise sa force et sa capacité à bloquer la production, et préfèrent partir, personne ne les retient. Les exploités ne sont pas utiles, seuls leurs moyens de production le sont. Les travailleurs mobilisés peuvent exproprier les usines et commencer à les faire tourner pour satisfaire les besoins, non pas d'une minorité d'actionnaires privilégiés, mais de toute la société.

La classe des travailleurs, l'ensemble du monde du travail, des ouvriers aux ingénieurs, est très nombreuse. Aujourd'hui, elle fait déjà tourner toute l'économie, des transports aux hôpitaux, des écoles à la production industrielle, de l'énergie aux services bancaires. Mobilisée et organisée, elle serait parfaitement capable de construire son propre pouvoir et de prendre le contrôle de l'économie en l'arrachant des mains de la bourgeoisie.

Lucien Déroit

Dans les médias

Judi 20 avril à partir de 20 h 15 : France 2, L'Émission politique, avec tous les candidats.

Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

Vote par procuration

Pour voter par procuration, il faut se faire représenter par un électeur inscrit dans la même commune. La démarche se fait au commissariat, à la gendarmerie ou au tribunal d'instance. Si vous souhaitez être mis en contact avec un électeur de Nathalie Arthaud

demeurant dans votre commune, vous pouvez trouver sur le site de Nathalie Arthaud un formulaire à remplir en ligne, et nous ferons ensuite notre possible pour vous mettre en relation.

<http://www.nathalie-arthaud.info/pour-voter-par-procuration-87988.html>

Fin de la campagne électorale

La campagne en vue du premier tour prend fin vendredi 21 avril à minuit. Distribution de tracts, collage d'affiches, interviews, diffusion de propagande par voie électronique (Facebook,

Twitter, y compris discussion sur les réseaux sociaux) sont donc interdits à partir de cette date. Merci à nos militants de respecter ces interdictions.

Sur le site de Nathalie

Qui veut avoir un aperçu plus approfondi des positions défendues par Nathalie Arthaud dans cette campagne, sur l'écologie ou le logement, sur l'enseignement et la culture, sur la religion ou les sciences, pour ne prendre que quelques exemples, pourra largement tirer profit d'une visite sur son site : www.nathalie-arthaud.info.

De même, beaucoup d'associations, de syndicats, de particuliers s'adressent à notre camarade, exposant leurs combats et leurs revendications, et lui demandant de prendre position sur ce qui leur tient à cœur. On pourra trouver certaines de ses réponses sur le site, par exemple sur le sport, la souffrance animale, la politique routière, l'espéranto, ou l'égalité parentale...

On peut également trouver sur le même site :

- . le blog et le compte Twitter
- . l'ensemble de ses interventions dans les médias, télévision et radio
- . tous les clips officiels
- . notre matériel de propagande, affiches, tracts, brochures, y compris sous forme audio pour les malvoyants.

Dimanche soir 23 avril, l'intervention de Nathalie Arthaud après les résultats du premier tour sera retransmise en direct sur le site.



Expropriation des banques!

Les banques ne cessent de réclamer et d'obtenir des milliards d'euros de l'État. Elles utilisent comme prétexte leur prétendu rôle pour financer l'activité économique, accorder les crédits nécessaires, etc. Mais elles jouent bien mal ce rôle et contribuent en fait au chaos de l'économie capitaliste.

Elles préfèrent spéculer que financer des activités économiques utiles, car cela leur rapporte plus. Dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008, elles ont choisi de retenir les capitaux qu'elles contrôlaient plutôt que de les laisser circuler, dans un contexte où elles craignaient de ne pas les récupérer. Elles ont ainsi aggravé les effets de la crise et obligé les États à leur donner toujours plus.

Le poids énorme des banques dans l'économie rend indispensable leur contrôle par la collectivité, pour réguler l'économie. Pour qu'il puisse être effectif et permette une vision

d'ensemble de la situation, pour empêcher les montages extrêmement complexes et opaques qui permettent aux capitalistes de cacher leur fortune et leurs mauvais coups à la population, il faut unifier l'ensemble des banques pour créer un système unique d'investissement et de crédit.

Pour cela, il est tout aussi indispensable d'exproprier les banquiers et de collectiviser l'institution ainsi créée. C'est à ces conditions que celle-ci pourra servir à choisir de façon rationnelle les activités économiques qui doivent être financées ou non, en fonction des besoins de la population et des possibilités économiques. La concentration importante des banques, produit de la concurrence sauvage dans la société capitaliste, pourra ainsi devenir un outil puissant de planification économique au service de l'ensemble de la population.

Sans de telles mesures, les ministres et les candidats

aux élections qui parlent de réguler la finance, ou même simplement de lutter contre l'évasion fiscale, ne feront rien de sérieux.

Ceux qui plaignent les paysans, artisans ou petits commerçants en dénonçant les charges sociales oublient volontairement la charge bancaire bien réelle qui pèse sur eux et les étouffe. Seuls les travailleurs, en mettant la main sur les banques, pourraient au contraire rendre l'accès au crédit plus facile et meilleur marché, pour ces catégories qui en ont besoin pour survivre et jouer un rôle économique utile.

L'expropriation et l'unification des banques doit devenir un objectif essentiel dans les luttes des travailleurs, à commencer par ceux du secteur bancaire, pour réorienter l'économie au service des intérêts des travailleurs, et non plus des capitalistes.

Nicolas Carl

Liberté de circulation et d'installation pour les migrants

Clip de la campagne officielle

« Qui n'a pas été bouleversé par la photo du petit Aylan, rejeté par la mer sur une plage de Turquie? Il est le symbole des migrants fuyant la guerre et la misère au péril de leur vie. Chaque année, des milliers d'entre eux meurent en essayant de rejoindre l'Europe.

Les gouvernements européens érigent des murs et des barbelés et construisent de gigantesques camps pour les empêcher de poursuivre leur route. Mais ils ne peuvent arrêter ces femmes et ces hommes qui fuient les bombes et la misère, ni empêcher la solidarité et l'entraide de se manifester!

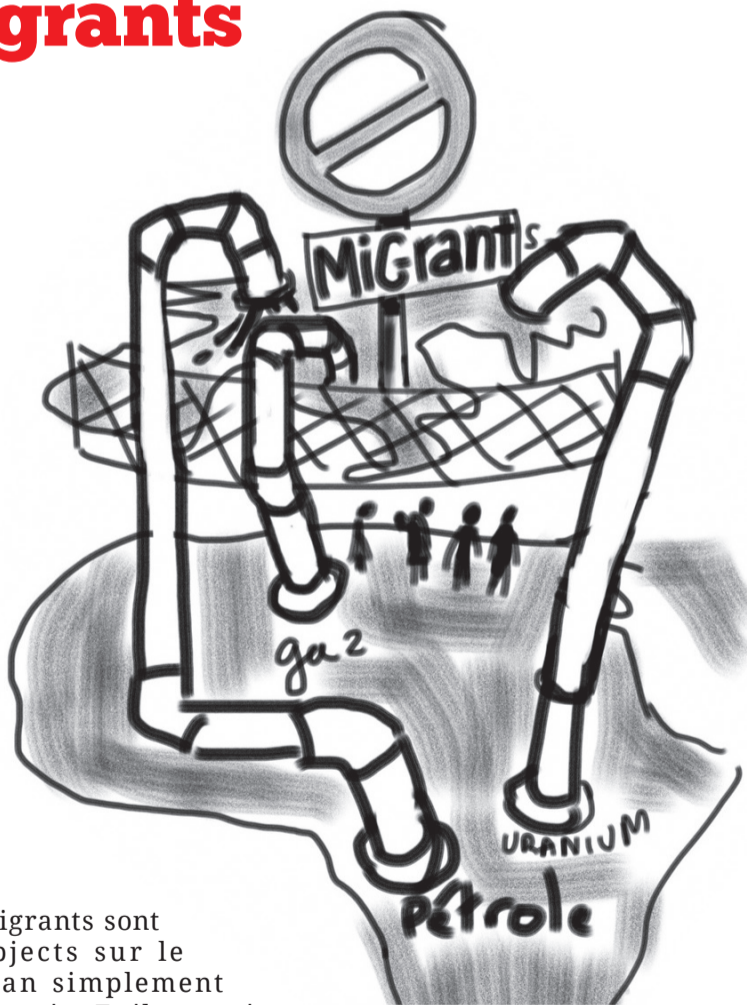
« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde », disent d'une manière ou d'une autre les candidats des grands partis. Ils parlent tous comme s'il n'y avait pas de richesses en France. Et comme si la France, en tant que grande puissance capitaliste, n'avait pas sa part de responsabilité dans les guerres et la misère que fuient ces femmes et ces hommes.

Ces discours contre les

migrants sont abjects sur le plan simplement humain. Et ils contribuent à semer la division entre exploités et entre pauvres.

Travailleuses, travailleurs, notre fierté, c'est d'affirmer que, quelles que soient nos origines ou notre couleur de peau, nous

formons une seule et même classe exploitée. Affirmons la liberté de circulation et d'installation des migrants, nos futurs frères de classe, qui lutteront avec nous contre nos oppresseurs. »



Censure sur un clip

Comme tous les candidats à la présidentielle, Nathalie Arthaud a droit à 43 minutes sur les médias publics dans le cadre des clips de la campagne officielle.

C'est peu, et injuste, comparé aux centaines d'heures d'antenne que monopolisent depuis des mois les candidats que l'on dit grands.

Mais même ces 43 minutes ne sont pas libres.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a censuré des images que Nathalie Arthaud avait choisies pour dénoncer la politique impérialiste du gouvernement français. On y voyait Sarkozy accueillir à bras ouverts Assad et Kadhafi, et Hollande décerner la Légion d'honneur au roi d'Arabie saoudite.

Et ils osent parler de liberté d'expression!

Faire de l'Élysée... une maison des associations

Le 13 avril, Nathalie Arthaud a participé, après le journal de 20 heures de TF1, à l'émission *Demain président*, dans laquelle les journalistes lui ont demandé ce qu'elle ferait une fois élue à l'Élysée.

Je n'imagine pas arriver au pouvoir seule, a répondu Nathalie. Si j'arrivais au pouvoir, si mes idées arrivaient au pouvoir, cela signifierait en fait un bouleversement social. Cela voudrait dire que des millions de femmes et d'hommes ont décidé de se battre et de prendre leur sort en main.

Dans ce contexte-là, la mesure symbolique que je proposerais serait de rendre l'Élysée à la population, tout simplement, c'est-à-dire de transformer l'Élysée en salles de réunion ou en maison des associations. Cela veut dire qu'il y aurait un accès libre, gratuit bien sûr,

et qu'ils pourraient venir voir les réunions des responsables de l'État. [...]

Je crois aussi que toutes ces dorures, ce clinquant, ce qu'on appelle les ors de la République, avec ses rituels, c'est aussi beaucoup pour impressionner la population travailleuse, pour faire croire que le pouvoir doit forcément être au-dessus de la population.

C'est plus qu'un symbole. Rendre l'Élysée à la population, c'est aussi dire que le nouveau pouvoir s'appuierait sur la population travailleuse pour imposer les mesures que je mets en avant dans cette campagne.

Turquie : victoire limitée pour Erdogan

En Turquie, le référendum sur la réforme constitutionnelle organisé le 16 avril s'est soldé avec un pourcentage de 51,37% de oui à cette réforme, selon un résultat préofficiel devant être confirmé dans une dizaine de jours. Ce n'est pour le président Erdogan qu'un succès très relatif, en tout cas très loin du plébiscite qu'il escomptait.

C'est d'autant plus vrai que les principales grandes villes du pays ont voté majoritairement non, en particulier Istanbul, Ankara, Izmir et Diyarbakir. De même, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, le non l'emporte sans surprise avec de 57% à 80% selon les provinces.

L'opposition, et notamment le CHP (Parti républicain du peuple, dit social-démocrate), dénonce de nombreuses irrégularités. Ainsi le YSK (Haut conseil électoral) a considéré comme valables des bulletins de vote qui n'auraient pas dû l'être, car non tamponnés. Le nombre de ces bulletins non valables serait de l'ordre de deux millions et demi... alors que le oui l'emporte par moins d'un million et demi de voix et que, comme par hasard, ces bulletins non tamponnés mais admis sont tous des bulletins oui.

En fait les irrégularités ont jalonné toute la campagne du référendum. 95% des médias publics et privés ont été mis au service d'Erdogan et de son parti AKP. Le président lui-même

a fait campagne activement et quotidiennement, alors que la Constitution en vigueur spécifie qu'il doit respecter une neutralité intégrale. Les meetings des partisans du non étaient perturbés et attaqués. Le jour même du scrutin, on a pu voir fleurir de nombreux stands prônant le oui, les stands pour le non étant évidemment proscrits.

Erdogan et ses proches ont voulu faire peur aux électeurs, menaçant ceux qui auraient voté non d'être considérés comme des terroristes de la bande de Gülen ou du PKK, ou mettant en garde les croyants contre le fait de « mettre en danger leur vie après la mort », en somme de ne pas avoir accès au paradis. Erdogan a aussi comparé sa propre histoire, lors du putsch raté du 15 juillet 2016, avec celle du prophète Mahomet échappant à ses poursuivants lors de sa fuite de La Mecque à Médine.

Lorsqu'Erdogan a décidé ce référendum il y a un peu plus de deux mois, il pensait être sûr de l'emporter à plus de 60% grâce au soutien du parti d'extrême droite MHP. Mais,



Une manifestation du parti pro-kurde HDP pour le non (hayir en turc, na en kurde).

peu après, ce parti qui recueille de 16 à 18% des voix a scissionné et une fraction importante de son électorat a voté non au référendum. À cela s'ajoute le mécontentement d'une partie de l'électorat habituel de l'AKP, désormais touché par la crise. Cela explique qu'à quelques semaines du référendum les sondages aient montré que le camp du oui n'était nullement sûr de l'emporter.

Si le résultat du référendum est confirmé fin avril, Erdogan et son entourage devront attendre le terme de la législature et de l'actuelle présidence, fin 2019, pour appliquer la nouvelle Constitution. Celle-ci prévoit de concentrer

tous les pouvoirs dans les mains du président de la République. Il n'y aura plus de Premier ministre, mais plusieurs vice-présidents, ministres et un haut conseil des juges, tous nommés directement par le président. Même l'instauration de l'état d'urgence pourrait être décidée par le seul président, sans l'aval du Parlement. De cette façon, Erdogan et l'AKP espèrent pouvoir rester en place jusqu'en 2029, être à l'abri des poursuites judiciaires qui les menacent et échapper au sort qu'ils ont eux-mêmes fait subir à leurs ex-associés gülenistes, à la prison, à la confiscation des pouvoirs et des biens.

En réalité, ce vote ne fait qu'inscrire dans la loi une pratique qui était déjà celle d'Erdogan et de l'AKP, et une évolution autoritaire du régime commencée depuis longtemps. Il n'est pas sûr du tout que celui que l'on nomme le « nouveau sultan » puisse tenir aussi longtemps qu'il le souhaite. Même trafiqués, les résultats du référendum montrent son discrédit croissant, dû à ses échecs politiques, notamment dans sa politique syrienne, et surtout à la crise économique qui s'aggrave. C'est peut-être sur le terrain social qu'il connaîtra maintenant ses plus grandes difficultés.

Julien Silva

États-Unis : Trump et sa bombe

Après avoir commandé le bombardement d'une base syrienne et envoyé une escadre vers la Corée du Nord, le président Trump a autorisé le 13 avril le largage d'une bombe géante sur l'Afghanistan.

Ces démonstrations militaires sont accompagnées de force commentaires belliqueux. La prétention ridicule y côtoie le franchement répugnant, lorsque Trump, sur le ton d'un animateur de Téléthon, se dit « tellement fier » des militaires qui viennent de faire exploser la plus grosse bombe non nucléaire jamais fabriquée. Et les choses deviennent forcément inquiétantes lorsqu'il renouvelle ses menaces à l'encontre de la Corée du Nord, dépêche son représentant sur place, invite le Japon et la Chine à le suivre dans sa croisade. Et, pour finir, le président des États-Unis a félicité le président turc, en train de refermer sa poigne sur le pays, pour le succès de son référendum.

Il y a certes dans toutes ces gesticulations un aspect

mesquin de politique intérieure. Trump prétend en effet en avoir fait plus en huit semaines que son prédécesseur Obama en huit ans. Mais ces coups d'éclat et ces menaces sont celles du président de la plus grande puissance militaire du monde. Les États-Unis dépensent à eux seuls 40% du budget militaire mondial. Ils fabriquent et détiennent les moyens d'intervention et de destruction les plus perfectionnés qui soient.

De plus, Trump n'est pas seulement un politicien réactionnaire, excité

et prétentieux. Il agit dans la situation léguée par ses prédécesseurs et, surtout, par toute l'évolution d'un monde en crise. La déliquescence du capitalisme, les guerres menées par les armées occidentales pour imposer leur ordre, le parasitisme sans cesse croissant de la finance, les catastrophes humanitaires qui se succèdent, Trump ne les pas inventés.

Indépendamment de la volonté individuelle des chefs d'État, la logique du système fait que les militaires finissent par se servir de leurs armes, que les guerres commerciales tournent en guerres mondiales, que les capitalistes en viennent à se partager les marchés à coups de

canon. Mais l'attitude du président des États-Unis, qui a flatté les idées des réactionnaires en général et celles des plus militaristes

en particulier, accélère cette évolution dans un monde capitaliste devenu une poudrière.

Paul Galois

Peine capitale dans une société barbare

Dans l'Arkansas, un État du sud des États-Unis, le gouverneur avait ordonné huit exécutions capitales étalées sur dix jours avant la fin du mois d'avril. Il avait justifié sa démarche par le fait que le midazolam, un anxiolytique faisant partie des trois composants chimiques utilisés dans l'injection létale, arrivait à expiration le 30 avril. Ce produit a été retiré car, au lieu de rendre le condamné inconscient, il risquait au contraire d'entraîner de graves douleurs s'apparentant à de la torture.

La décision du gouverneur avait suscité de véhémentes protestations de la part d'opposants à la peine

de mort, dans le monde et surtout dans le pays, dont une juge fédérale qui a interrompu le processus. Les entreprises pharmaceutiques qui fournissent les trois produits utilisés ont elles aussi saisi la justice, découvrant subitement que leur mission était de sauver des vies, et non de contribuer à tuer des hommes...

La peine capitale est une barbarie d'un autre âge, qui ne répare pas le mal causé aux proches des victimes, et peut encore moins résoudre les problèmes de violence dans un pays. L'exemple des États-Unis est là pour le prouver.

M. L.



La grosse bombe des USA.

Guadeloupe : victoire des ouvriers de la banane !

Après neuf jours de grève, les travailleurs de la banane de la plantation Bois-Debout à Capesterre-Belle-Eau, en Guadeloupe, ont fait céder la direction.

Ils ne réclamaient que leur dû après la décision du tribunal des prud'hommes de Basse-Terre de condamner le patron à leur verser des arriérés, des rappels de salaire et des journées de droit de retrait, dus depuis près de cinq ans. L'entreprise devra verser entre 15 000 et 20 000 euros aux 63 travailleurs qui ont gagné au tribunal et grâce à la mobilisation qui a suivi, la direction refusant de payer.

Le 13 avril, les travailleurs l'ont contrainte à signer un accord de remboursement des sommes

volées pendant des années. Le barrage routier érigé par les grévistes, qui bloquait la circulation sur la nationale à la hauteur de la plantation, avait été levé puisque les patrons békés avaient promis au préfet de se mettre en règle. Les travailleurs sont allés prendre la parole au Conseil régional à Basse-Terre, avant la réunion à la préfecture.

La direction de Bois-Debout a encore tenté de faire traîner les choses, avant d'être contrainte, à 18 heures, d'accepter de payer, le 18 avril, les



63 ouvriers, et de verser, le 30 juin, un acompte aux 89 autres travailleurs, qui n'ont pas encore porté plainte mais seront eux aussi remboursés intégralement.

Au dernier moment, la direction a refusé de signer, probablement sous la pression des gros békés planteurs de Martinique. Les

travailleurs en colère sont aussitôt retournés à Capesterre et ont remonté le barrage. À 20 h 45, les patrons ont dû céder et se déplacer sur le barrage pour signer l'accord!

Au début de la grève, les patrons prétendaient pourtant ne pas avoir d'argent et menaçaient de liquider l'entreprise. Les travailleurs

se sont dits prêts, dans ce cas, à occuper les terres. Et comme par enchantement les sommes ont été trouvées...

La détermination a payé et il semble que cette victoire ait donné des idées aux travailleurs d'autres plantations qui se réunissent eux aussi.

Pierre Jean-Christophe

SFR : grève pour les salaires

Le service de supervision de SFR à Saint-Denis, comptant 23 personnes, est en grève depuis le 4 avril.

Ce service contrôle l'ensemble des réseaux Fixe Numericable et SFR. Il est chargé d'alerter sur les dysfonctionnements. Les salariés travaillent en équipe, en 3x8. Alors que le transfert de Numericable à SFR implique une charge de travail supplémentaire, la direction en a profité pour planifier une baisse de 300 à 500 euros par mois pour des salaires de 2 200 à 2 700 euros.

Les travailleurs, déterminés, se sont lancés dans cette grève sans même faire appel dans un premier temps à un syndicat. Les conditions de travail difficiles – ils ont pendant des années travaillé dans

50 m² à 23 – les ont soudés. Ils exigent le maintien de leur rémunération.

La direction les a reçus à trois reprises, traitant leurs revendications avec mépris. La dernière réunion devait être, selon la direction, « pédagogique » : les salariés n'avaient, selon elle, pas vraiment compris les problèmes de l'entreprise ni ce qu'on leur proposait. Elle prétend que la grève a peu d'impact puisqu'elle ne concerne que 23 personnes. Mais elle dissimule, entre autres, que 2 500 abonnés sur Paris ont été privés pendant dix heures d'Internet, de téléphone, de télévision, alors que d'habitude le problème est réglé en une heure. Et ces incidents se multiplient.

Les 23 grévistes, conscients d'être une

minorité, s'adressent tous les jours aux 7 000 salariés de SFR qui sont prévenus du plan de suppression d'emplois à venir. Drahi veut en effet supprimer 5 000 emplois dans le groupe et compte transférer les salariés de Saint-Denis à Paris. À cette occasion, la direction exerce déjà des pressions pour pousser à la démission. Si le plan de suppression d'emplois ne marche pas, il est aussi prévu de recourir à des licenciements.

L'enjeu pour les grévistes est donc de convaincre d'autres salariés du groupe de les rejoindre. Drahi, qui a augmenté sa fortune cette année de 120 %, peut largement maintenir les salaires et les emplois!

Correspondant LO

La Sauvegarde – Reims : échec à un licenciement

Après avoir dénoncé les très mauvaises conditions d'accueil des mineurs migrants isolés dans un foyer de Châlons-en-Champagne, une éducatrice, élue quelques semaines auparavant déléguée du personnel pour le syndicat SUD, avait été mise à pied et menacée de licenciement.

Elle était accusée d'avoir diffusé aux médias de « fausses informations » ayant porté « préjudice à La Sauvegarde ainsi qu'à son principal financeur, le Conseil départemental ». C'est dans ce foyer qu'un jeune malien, Denko Sissoko, s'était suicidé

dans la même période. Il aurait eu peur de l'arrivée de la police car l'administration remettait en cause son âge, ouvrant ainsi la voie à son expulsion immédiate. Depuis, son autopsie a révélé qu'il était bien mineur et une plainte contre X a été déposée par les parents pour homicide involontaire.

Pour s'opposer au licenciement de cette travailleuse sociale et la soutenir dans son combat pour l'amélioration des conditions d'accueil, un comité de soutien a été organisé avec les syndicats SUD, CGT et FSU et des associations, notamment

Solidarité migrants, Ligue des droits de l'homme, RESF.

Au bout de deux mois d'attente, l'inspection du travail a débouté la direction de La Sauvegarde en précisant qu'un employeur ne peut pas licencier pour faute grave, sur le terrain disciplinaire, pour des faits ayant eu lieu en dehors de l'exécution du contrat de travail, en l'occurrence une expression dans les médias en tant qu'élue du personnel. C'est un encouragement à continuer la lutte afin d'obtenir des conditions dignes d'accueil et de travail pour tous.

Correspondant LO

Vivarte : le saccage capitaliste

Une émission du magazine Envoyé spécial de France 2 consacrée à Vivarte a rappelé à quel point le monde de la finance peut saccager la vie de milliers de salariés.

Ce groupe de plus d'une dizaine d'enseignes de l'habillement et de la chaussure a décidé pour certaines de les vendre et pour d'autres de fermer des centaines de magasins : ainsi 141 magasins sur 680 de la Halle aux Chaussures vont disparaître. Pataugas, Cheviignon, Kookaï, Naf-Naf, André, Merkal en Espagne sont à vendre.

Vivarte, qui valait 3,4 milliards d'euros il y a dix ans, a été acheté par des fonds qui n'ont déboursé que 800 millions. Le reste a été emprunté, mis au compte de Vivarte qui s'est trouvé ainsi considérablement endetté, à charge pour le groupe de faire payer la dette aux salariés en supprimant des milliers d'emplois. Pour rembourser les banquiers, la ponction sur le chiffre d'affaires, c'est-à-dire sur les richesses produites par les travailleurs, s'est faite de plus en plus lourde. Les licenciements ont suivi la dégringolade des mauvaises affaires, plus de 5 000 sur les cinq dernières années. Les actionnaires ont cédé la

place à d'autres fonds tout aussi vautours.

Le dernier PDG, Patrick Puy, liquidateur d'entreprises et exécutif entre autres de Moulinex, a eu pour mission « d'assainir » la situation. Dans une déclaration au journal *Les Échos*, il s'est déclaré satisfait de son travail, « une série de bonnes nouvelles », puisque c'est ainsi qu'il considère la ruine de milliers de travailleurs. Les créanciers, derniers fonds vautours en date, sont devenus propriétaires d'un Vivarte réduit suite à une vente à la découpe de plusieurs enseignes, dont les travailleurs ont tout à craindre. Il faut y ajouter plus de 2 000 licenciements dans les magasins qui appartiennent encore au groupe.

Acheter une entreprise non pas pour produire mais pour la revendre... et finalement la couler, c'est bien la folle logique capitaliste ! Mais ce n'est que l'aboutissement d'un système où seul compte le profit et dont la société doit absolument se débarrasser pour survivre.

Sylvie Maréchal

DANS LES ENTREPRISES Orléans : la grève d'Atalian



Nantes : éboueurs en grève

Depuis un mois déjà, la contestation du projet de Nantes métropole appelé « réorganisation de la collecte » prend différentes formes auprès des 220 éboueurs qui collectent les déchets de la métropole.

Ce projet prévoit de supprimer 24 postes, dont huit de conducteurs, ce qui reviendrait à transférer la charge de travail de huit tournées de ramassage d'ordures sur le reste des équipes. La direction des déchets veut aussi mettre en place des systèmes de géolocalisation sur tous les camions, pour suivre tous les faits et gestes des équipes. En résumé, ce projet porté par Johanna Roland, maire PS de Nantes et qui soutient le candidat Hamon, a pour but d'augmenter le temps de travail de chacun, alors que son poulain à l'élection présidentielle prétend vouloir le diminuer s'il était élu.

Pour organiser leur mouvement, les éboueurs se sont réunis mardi 11 avril à la Maison des syndicats. Après une assemblée générale de plus de deux heures, pratiquement la totalité des présents a décidé de durcir le mouvement, qui jusqu'alors se limitait à des débrayages et à des ralentissements du ramassage des poubelles. Les nombreuses interventions des présents et de certains représentants syndicaux ont permis de déterminer quelle forme devait prendre le mouvement.

Ainsi, des journées de grève seront décidées. Et, même si la totalité des éboueurs n'étaient pas présents, l'objectif est bien de mettre tout le monde en grève.

La direction des déchets vient d'ailleurs d'essuyer un premier camouflet vendredi 7 avril. Elle avait décidé d'organiser une consultation sur les nouveaux horaires d'embauche, qu'elle veut avancer de trois quarts d'heure, à 5 h 45, avec la mise en place de la réorganisation au 1^{er} octobre 2017. Résultat, seulement sept agents ont participé au vote, sur plus de 220 agents des trois sites de Nantes.

Pourtant, malgré cette « impressionnante » participation, la direction ose dire que le projet des nouveaux horaires est validé, ce qui fait bien sourire tout le monde tellement c'est ridicule. C'est le 49-3 à la mode nantaise!

Les éboueurs ont décidé d'entrer en grève dès le vendredi 14 avril, bloquant les trois sites de collecte dès 5 heures du matin dans une ambiance fraternelle. Le midi, sur un dépôt, ils ont eu la visite de cheminots venus les soutenir.

Les grévistes savent que l'épreuve de force continue contre leur employeur, Nantes métropole qui, depuis le début, ne fait que les menacer s'ils ne rentrent pas dans le rang. Le fait d'être maintenant totalement en grève leur donne une arme de plus pour faire plier leur direction car, bien sûr, la force des travailleurs, c'est la grève.

Correspondant LO

Dans la semaine du 10 au 15 avril, les travailleurs d'Atalian, société de nettoyage travaillant sur le site Famar d'Orléans (sous-traitant de l'industrie pharmaceutique), ont cessé le travail.

Depuis une dizaine d'années, les salariés ont changé plusieurs fois de patron, de Penauille à TFN, de TFN à ISS, d'ISS à Derichebourg ou encore GSF, pour finir par Atalian. À chaque fois, cela s'est traduit par des réductions d'effectifs et une augmentation de la charge de travail, alors que les salaires ont stagné.

Ils réclament le versement d'une prime mensuelle de 60 euros, avec la perspective de l'intégrer dans le salaire, et une revalorisation de leur classification, ainsi qu'une amélioration des conditions de travail. Les salaires avoisinent le smic, pour ceux qui sont à plein temps. Mais nombre de femmes subissent des temps partiels imposés, et certaines souhaitent avoir un salaire complet.

La direction a cédé en partie sur la revalorisation des classifications et sur les temps partiels, mais elle n'a rien voulu entendre sur le versement d'une prime mensuelle pour tous, sous prétexte que le site ne

rapporte pas d'argent et que ce serait discriminatoire vis-à-vis des autres salariés de la société. Pourtant cette multinationale, qui emploie 95 000 salariés auprès de 25 000 clients, réalise un chiffre d'affaires de 1,860 milliard d'euros et a bénéficié de plus de 1,5 million d'euros d'aides de l'État au titre du CICE.

Le patron a tenté de briser la grève en faisant travailler de nuit deux salariés provenant d'un autre site. De son côté, la direction de Famar a tenté d'imposer aux opérateurs de production de faire les nettoyages

des locaux. Ceux-ci ayant refusé, par solidarité avec les grévistes, l'encadrement l'a imposé à des intérimaires, tout en mettant pour une fois la main à la pâte. Cela a quand même désorganisé les productions.

Les salariés d'Atalian, déterminés, ont tenu le piquet de grève devant le site toute la semaine, en organisant des barbecues, des assemblées générales et des distributions de tracts, et ont reçu le soutien de bon nombre des salariés Famar. Avec la fermeture prévue de Famar en raison des congés, la semaine suivante, les travailleurs ont dû suspendre leur grève. Mais ils ne comptent pas en rester là.

Correspondant LO



Derichebourg - Croix : en lutte pour être payés

Vendredi 14 avril, des salariés du groupe Derichebourg, spécialisé dans le nettoyage, la propreté urbaine, le multiservices et la collecte des métaux, ont fait grève, essentiellement pour exiger le paiement de leurs heures de travail effectuées.

Malgré les menaces de certains responsables, une vingtaine de ces travailleurs ont fait un piquet de grève devant l'agence de Croix, dans la banlieue de Lille, perturbant l'activité d'une quarantaine de sites.

Depuis la reprise de Miroir 2000 par Derichebourg en 2016, les salariés effectuent des heures de travail qui ne sont pas payées. Un des grévistes a, par exemple, fait plus de 170 heures sur un mois et n'a été payé que 143 heures. Des primes de panier sont versées au hasard. La direction explique qu'il y a des problèmes de logiciel, mais les prétendues erreurs sont toujours dans le même sens : en faveur du patron.

De plus, sur les chantiers, il manque souvent du matériel, des produits d'entretien comme de simples éponges ou des sacs plastiques. Souvent les responsables reprochent ensuite de passer trop d'heures sur

le chantier, ou de ne pas avoir fait ce qui aurait dû l'être. Mais aucun de ces responsables n'avait informé des tâches à effectuer!

Dans le dernier rapport du groupe Derichebourg, le chiffre d'affaires en 2016 s'est élevé à 2,15 milliards d'euros. Les profits sont de 121 millions. 12,9 millions d'euros ont été reversés à la famille Derichebourg, actionnaire principal. C'est du moins ce qui est déclaré,

sans pouvoir relever tous les comptes des entreprises imbriquées les unes dans les autres. Plusieurs des membres de cette famille sont directeurs ou gérants dans une trentaine d'entreprises. Ce groupe familial compte 34 400 salariés dans le monde. C'est grâce à leur exploitation qu'il peut se classer parmi les grandes fortunes du pays, avec 220 millions d'euros aux mains de Daniel Derichebourg.

Les grévistes exigent le paiement de leurs heures effectuées, et c'est bien le minimum qui leur est dû.

Correspondant LO



Hôpital Pitié-Salpêtrière : à l'AP-HP, le mieux, c'est pire !



Voici un exemple des économies que la direction de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris) fait sur le dos du personnel et des patients, ou comment la modernité côtoie l'improvisation la plus totale !

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, un vent de folie souffle depuis mardi 14 février dans tous les services. Il est dû à la mise en place d'Orbis, le logiciel de gestion de toutes les prises de rendez-vous, des plannings des médecins en consultation, des dossiers administratifs de consultation et d'hospitalisation.

Ce logiciel existe désormais dans presque tous les hôpitaux de l'AP-HP et permet l'attribution d'un seul numéro d'identifiant par patient, avec dans le futur la possibilité de pouvoir mettre en commun les comptes-rendus médicaux de tous les services où le patient est suivi, quel que soit l'hôpital.

Le déploiement du logiciel s'est fait sans former le personnel concerné. Certains ont eu droit à deux heures de démonstration express, alors que la formation durait deux jours pour l'ancien logiciel, plus simple et plus intuitif ! Par conséquent, il y a eu des files d'attente interminables aux accueils des consultations et aux admissions, et cela a continué les jours suivants. Chacun s'est retrouvé devant un outil sans savoir l'utiliser, à ne pas même pouvoir vérifier la bonne identité du patient, à ne pas savoir comment simplement valider son arrivée. Les patients pouvaient attendre une heure pour passer au bureau des consultations, les médecins

cherchaient leurs patients, inquiets de ne pas les voir dans la salle d'attente et le personnel tentait de gérer cette pagaille.

Au bout d'un mois et demi, avec le recul, rien n'est réglé, car il faut mettre à jour les données de ce logiciel pour chaque patient et ce qui se faisait en trois clics demande aujourd'hui quelques minutes. Chacun s'est approprié le logiciel au petit bonheur la chance en fonction de ses nécessités et un certain nombre de services s'arrachent les cheveux, leurs applications spécifiques n'ayant pas été prises en compte.

La direction a renforcé les informaticiens pendant trois semaines, pour parer au plus pressé, mais aujourd'hui ils se retrouvent en sous-effectif face à la multitude de problèmes à gérer.

La direction montre surtout qu'elle ne veut pas mettre les moyens, même dans ce genre d'opération de grande envergure.

C'est l'année de l'identité-vigilance (la bonne identité pour le bon patient) à l'AP-HP, avec toute une série de formations et de plaquettes de sensibilisation. Eh bien, le moins qu'on puisse dire est qu'en ce moment il n'est pas bien venu de parler de qualité des soins et d'identité-vigilance au personnel de la Pitié-Salpêtrière !

Correspondant LO

Clinique de l'Auzon : troisième semaine de grève

En grève depuis le 29 mars, les salariés de la clinique de l'Auzon à La Roche-Blanche, près de Clermont-Ferrand, continuent leur mouvement.

Jeudi 13 avril, une envoyée de la direction nationale du groupe Ramsay Générale de Santé, dont dépend la clinique, est venue faire des propositions. Mais elles étaient largement insuffisantes, avec notamment 20 euros brut par mois, alors que la revendication salariale était de 150 euros net.

Le groupe Ramsay a largement les moyens de

payer. Il affiche un profit net de 24,7 millions d'euros pour le second semestre 2016 et une augmentation du bénéfice net par action de 68,4 % par rapport au second semestre 2015. L'entrevue a tourné court. Le lendemain, la grève était reconduite à l'unanimité.

Plusieurs actions ont été décidées : distributions de tracts sur des marchés,

manifestations devant la clinique de La Châtaigneraie, ou encore un concert de soutien vendredi 21 avril à 18h30, place des Gras à Clermont-Ferrand.

Les salariés réquisitionnés au début du mouvement n'ont pas pu refuser d'aller travailler, contrairement à ce qu'indiquait l'article précédent de *Lutte ouvrière* (numéro 2541 du 14 avril). En revanche, certains n'étaient pas présents à leur domicile lors du passage de la gendarmerie.

Correspondant LO

Grenoble : menace sur les centres de santé

Le personnel des centres de santé de Grenoble en colère et en grève a organisé les jeudi 6 et vendredi 14 avril des rassemblements devant le centre de santé de la Villeneuve, puis devant le bâtiment du conseil départemental de l'Isère.

Il proteste contre la baisse de 70 % de la subvention au fonctionnement des centres de santé de la ville. De nombreux usagers de ces centres sont venus à ses côtés dire leur indignation et leur opposition à cette baisse. La pétition a obtenu plus de 5 000 signatures. Le budget a été revu en catastrophe, car il faut envisager un fonctionnement avec 400 000 euros de moins, soit 10 % du budget !

Il y a à Grenoble cinq centres de santé. Ils ont été créés en 1973 pour faire face à une pénurie de médecins et de soignants libéraux dans les quartiers les plus populaires de la ville, qualifiés de prioritaires par les services préfectoraux du fait des populations pauvres et fragiles qui s'y trouvent.

Ces centres de santé accueillent 17 500 patients. Ils proposent une médecine générale, de la pédiatrie et de la psychiatrie, et aussi des soins infirmiers et de kinésithérapie. Leurs actions de prévention sont essentielles : vaccinations, dépistages de cancers, protection maternelle et infantile. À tout cela s'ajoute un rôle social d'accueil, d'écoute et d'orientation des patients en réponse à leurs problèmes matériels, moraux et de santé. Tout le personnel médical et administratif est salarié de l'Agecsa (Association de gestion des centres de santé), la pratique du tiers payant est généralisée.

Le département de l'Isère et la mairie de Grenoble contribuent au budget de l'association depuis

sa création. Ce n'est pas la première fois que ces collectifs tentent de se désengager financièrement et donc prennent le risque de mettre en danger les centres de santé et d'abandonner, comme le disait un manifestant, les populations qui reçoivent là des soins de qualité et accessibles financièrement. À chaque fois, la mobilisation des personnels et des usagers a fait reculer les élus des différents bords politiques.

Aujourd'hui, face à l'attaque du conseil départemental à majorité LR, la mobilisation a bien commencé, elle doit s'inscrire dans la durée, comme l'a demandé la délégation sortie déçue de l'entrevue avec la 1^{ère} vice-présidente LR du conseil. Les manifestants présents étaient bien convaincus de la nécessité de continuer, pour que les élus reculent sur leur décision révoltante.

Correspondant LO

Ministères : destructeurs d'emplois

Dans les services centraux du ministère du Travail et de la Santé, la direction travaille à répandre la précarité. C'est clair depuis un an dans leurs trois sites parisiens, qui regroupent plusieurs milliers de salariés.

Par exemple à la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), un tiers des 180 employés sont maintenant en CDD, avec des contrats qui vont de quelques mois à trois ans. Quant aux employés

fonctionnaires ou en CDI, ils connaissent soit la mise au placard, soit au contraire la surcharge de travail, de façon à les pousser à la démission. Puis, quand elle a réussi à s'en débarrasser, la direction contracte des entreprises privées pour faire le travail.

Les plus grosses de ces entreprises font d'énormes bénéfices aux dépens de leurs propres salariés. Dans l'informatique et au courrier, mais aussi à la cantine, les travailleurs

prestataires sont déplacés comme des pions. Quand leur patron perd un marché, ils sont éjectés vers d'autres travaux ou suspendus en attente de poste. Ils ont pourtant fait tourner la boutique pendant des mois, et ils manquent à toute l'équipe.

Il serait pourtant facile de répartir le travail entre tous, du public comme du privé, et de garantir l'emploi de tous. Mais autant demander du lait à un bouc !

Correspondant LO

Hilton Orly : pas d'accord avec les licenciements

À l'aéroport d'Orly, le bail de l'hôtel Hilton arrive à échéance fin 2017 et les autorités de l'aéroport ont prévu de le démolir pour accueillir un Novotel plus design. Dans cette affaire, le moins que l'on puisse dire est que la direction du Hilton se moque complètement de l'avenir des 106 travailleurs de l'hôtel.

Tout d'abord, elle n'a proposé de reclassement que pour trois salariés, alors que le groupe Hilton possède de nombreux hôtels, y compris en région parisienne. Ensuite, elle n'a proposé que des primes de licenciement dérisoires, de l'ordre de 300 euros par année d'ancienneté, alors que l'empire Hilton a réalisé 1,7 milliard d'euros de bénéfices. Le scandale est que ses dirigeants et ses actionnaires considèrent qu'ils ont tous les droits, y compris celui de détruire la vie des travailleurs après les avoir exploités. En effet il y aurait beaucoup de choses à dire même sur les salaires: par exemple, un plongeur, après vingt ans de travail à l'hôtel, gagne 1400 euros net.

Le 16 mars, une grande majorité des

106 travailleurs ont arrêté le travail et ont occupé l'hôtel, pour protester contre ce mépris et réclamer une indemnité de départ de 45 000 euros pour tous. La direction a fermé l'hôtel le lendemain et la majorité des syndicats ont alors négocié et décidé d'arrêter la

grève, contre l'engagement de la direction de proposer mieux.

Après plusieurs jours d'attente, celle-ci a fini par augmenter les sommes proposées... à ceux qui ont le plus d'ancienneté, espérant briser l'unité. Pour la plupart des travailleurs, la question n'est donc pas du tout réglée. Reste que la grève a posé un problème à la direction, et montré qu'elle peut sortir l'argent qu'elle prétendait impossible à trouver quelques jours auparavant.

Correspondant LO



Collision ferroviaire : défaillances de la sécurité

Pourquoi deux trains se sont-ils percutés de face le 14 février dernier à Dudelange au Luxembourg ? Pourquoi les systèmes de sécurité n'ont-ils pas fonctionné ? Deux mois après l'accident, aucune explication n'est donnée par la SNCF et son équivalent luxembourgeois, les CFL, pour qui c'est « circulez il n'y a rien à voir ».

Pourtant, c'est la deuxième catastrophe ferroviaire en dix ans quasiment au même endroit. Un rapport de la SNCF paru dans la presse régionale début avril ainsi qu'un communiqué de la justice luxembourgeoise qui enquête sur cette catastrophe ferroviaire battent en brèche l'idée qui rejette la seule responsabilité de la faute humaine du conducteur, mort dans la collision. Des défaillances techniques sont établies, même si l'on n'en connaît pas les détails, et c'est bien ce qui inquiète cheminots et usagers.

Comme toujours, dès les premières heures qui ont suivi le drame, le lampiste a été mis en cause. Le conducteur du train luxembourgeois était accusé de ne pas s'être arrêté au feu rouge. Le bruit avait même couru qu'il avait voulu se suicider, ce qui est totalement

exclu. En effet il avait bien actionné l'arrêt d'urgence quand il était passé au feu rouge, mais il était trop tard: un feu rouge est normalement précédé sur la voie d'un signal d'avertissement, qui prévient le conducteur que le prochain feu sera au rouge. Quand le signal est en position d'avertissement, un contact fixe dans la voie (appelé crocodile) envoie un signal à l'automotrice, ce qui déclenche automatiquement un freinage d'urgence. Cela n'a pas été le cas, aucun signal n'a été reçu par l'automotrice. Pourquoi ? On n'en sait rien.

Si le système avait fonctionné, le train serait arrivé au feu rouge à une vitesse réduite, et il aurait pu être arrêté avant la collision.

Depuis l'accident du 14 février, la direction a même reconnu dans la presse que ce genre

d'incident, la non-transmission de signaux à la cabine du conducteur, s'était reproduit, sans conséquence heureusement, et cela à plusieurs reprises.

Dans cette catastrophe, un conducteur CFL est mort, tandis que le conducteur et la contrôleur SNCF s'en sont miraculeusement sortis, même s'ils ont été blessés.

Face aux cheminots de l'intersyndicale CGT-CFDT-Sud qui tentent de faire valoir leur droit de retrait tant que toutes les causes de l'accident ne sont pas élucidées, la direction s'est montrée extrêmement agressive, procédant à des intimidations, des retraits sur salaire et refusant toutes les propositions de l'intersyndicale.

Tous les jours, 10 000 usagers utilisent cette voie entre Thionville et Luxembourg. Pourtant, les directions de la SNCF et des CFL ne semblent pas gênées de continuer à faire rouler les trains sans connaître les raisons qui ont fait que deux d'entre eux aient pu entrer en collision.

Étienne Hourdin

Renault - Flins : accident mortel

Le 10 avril, un chauffeur routier lituanien a été tué à l'usine Renault de Flins. Il aurait été écrasé par le plateau supérieur de son camion, alors qu'il chargeait des voitures pour la CAT, entreprise sous-traitante de Renault pour la livraison des voitures.

D'après *Le Parisien*, le travailleur était dépourvu d'équipements de sécurité. L'enquête légale est sans doute en cours, mais ce que savent les salariés, qu'ils soient employés par Renault, par la CAT, par Trigo, Randstat, Manpower ou autres, c'est que les conditions de travail qui leur sont imposées sont de plus en plus difficiles. Le flux tendu, destiné à économiser du temps et de l'argent,

celui du stockage notamment, est générateur de stress et de risques accrus. Les machines, les engins de transport, les camions de livraison, sont soumis aux règles du juste-à-temps et ce n'est pas par hasard que se produisent les accidents.

La politique patronale vise à utiliser à fond les équipements et surtout les femmes et les hommes, le jour et la nuit, les week-ends et même les jours fériés, comme récemment le lundi de Pâques. C'est cette politique qui est à la source des maladies, des TMS et, pire, des accidents parfois mortels. La responsabilité est d'abord patronale, et avant tout des donneurs d'ordres, comme Renault.

Correspondant LO

Groupe Schlumberger : contre les suppressions d'emplois

Le groupe Schlumberger, numéro un mondial des services pétroliers, vient d'annoncer son cinquième plan de licenciements en France

Après Abbeville, Béziers, Roissy et Clamart en 2015, le centre de Clamart subit aujourd'hui une nouvelle vague de licenciements. Après les 136 postes supprimés en 2015, la direction veut supprimer 122 postes. Cela fera une baisse de près de 40% des effectifs en deux ans, 50% en prenant en compte les sous-traitants.

Le projet prévoit la délocalisation d'un service de recherche à Houston, aux USA, où sur les 56 postes seuls dix reclassements sont proposés, mais aucun pour les techniciens.

Les mesures qui avaient évité le chômage dans les plans passés sont divisées par deux, alors que le groupe se porte bien.

Schlumberger a les moyens d'assurer un travail et un salaire à tous.

En 2016, en plein marasme de l'industrie pétrolière, le groupe a déclaré un bénéfice net certes en baisse mais tout de même de 1,55 milliard de dollars. Un seul actionnaire a touché 24 millions de dollars ! De plus Schlumberger a bénéficié de 150 millions de fonds publics en crédit impôt recherche, et en crédit impôt compétitivité emploi.

C'est le personnel qui crée toutes ses richesses et qui subventionne sa direction avec une part de ses impôts !

Les travailleurs qui ont bloqué l'entrée des camions de matériel ont voulu se faire entendre. Les propositions de la direction, face à leur réaction, sont à la hausse, mais elles sont toujours loin du compte.

Correspondant LO



20 et 21 avril : le premier heurt des ouvriers avec la contre-révolution

À la mi-avril, deux mois après la révolution de Février 1917, commencent des manifestations contre la guerre après les déclarations du ministre libéral Milioukov en faveur de celle-ci et de la conquête de Constantinople par la Russie. Déjà, une fraction de la classe ouvrière, derrière le Parti bolchevik, envisage le renversement du gouvernement provisoire, tandis que la bourgeoisie et ses soutiens tentent de mobiliser leurs forces. Trotsky relate ainsi les événements du 20 avril (3 mai selon notre calendrier).

« Ce jour-là, la manifestation fut provoquée par le comité des bolcheviks de Petrograd. Malgré la contre-agitation des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, d'énormes masses d'ouvriers se dirigèrent vers le centre, venant des quartiers de Vyborg, et ensuite d'autres districts. Le comité exécutif envoya à la rencontre des manifestants des pacificateurs autorisés, avec, en tête, Tchkhéidzé [un des leaders mencheviks]. Mais les ouvriers tenaient fermement à dire leur mot, et ils avaient quelque chose à dire. Un journaliste libéral bien connu décrivait, dans la Rietch, la manifestation des ouvriers sur la Nevsky: «En avant, environ une centaine d'hommes armés; derrière eux, des rangs réguliers d'hommes et de femmes non armés, des milliers de personnes. Des chaînes vivantes sur les deux flancs. Des chants.

Je fus frappé par l'expression des visages. Ces milliers d'individus n'avaient qu'une seule figure, extasiée, le visage monacal des premiers siècles du christianisme, irréductible, implacablement prêt aux meurtres, à l'inquisition et à la mort.» Le journaliste libéral avait regardé la révolution ouvrière dans les yeux et senti un instant sa résolution concentrée. (...) Ce jour-là, comme la veille, les manifestants ne s'en allaient pas renverser le gouvernement, bien que, certainement, leur majorité dût déjà sérieusement réfléchir à ce problème »

En réponse, le régime mobilise ses propres troupes le 21 avril: «La Nevsky, artère principale de la bourgeoisie, se transforma en un immense meeting des cadets. Une manifestation considérable, à la tête de laquelle se trouvèrent les membres du comité central

cadet, se dirigeait vers le palais Marie [siège du gouvernement]. Partout, l'on voyait des pancartes tout fraîchement sorties de l'atelier. « Confiance entière au gouvernement provisoire! » « Vive Milioukov! » Les ministres étaient aux anges: ils avaient trouvé leur « peuple » à eux, d'autant mieux visible que des émissaires du soviet s'épuisaient à disperser les meetings révolutionnaires, refoulant les manifestations d'ouvriers et de soldats du centre vers les faubourgs et dissuadant d'agir les casernes et les usines.

Sous couleur de défendre le gouvernement, avait lieu une première mobilisation franchement et largement déclarée des forces contre-révolutionnaires. Au centre de la ville apparurent des camions chargés d'officiers, de junkers, d'étudiants armés. Sortirent aussi les chevaliers de Saint-Georges.



Meeting du 1^{er} mai 1917 à Péetrograd (18 avril).

La jeunesse dorée organisa sur la Nevsky un tribunal public incriminant sur place les léninistes et les « espions allemands ». Il y eut des échauffourées et des victimes. La première collision sanglante, à ce que l'on a raconté, débuta par une tentative que firent des officiers pour arracher à des ouvriers un drapeau portant une inscription contre le gouvernement provisoire. On s'affrontait avec un acharnement toujours croissant, une fusillade s'ouvrit qui, dans l'après-midi, devint presque incessante. Personne ne savait exactement quels étaient ceux qui tiraient et dans quel but.

Mais il restait déjà des victimes de cette fusillade désordonnée, causée en partie par la malfaisance, en partie par la panique (...)

Non, cette journée ne ressemblait en rien à une manifestation d'unité nationale. Deux mondes se dressaient l'un en face de l'autre. Les colonnes de patriotes, appelées dans la rue par le Particadet contre les ouvriers et les soldats, se composaient exclusivement des éléments bourgeois de la population, officiers, fonctionnaires, intellectuels. Deux torrents humains, l'un pour Constantinople, l'autre pour la paix, déferlaient de différentes parties de la ville. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Guyane : la grève générale se poursuit

Après avoir ouvert les barrages pour le week-end de Pâques, les collectifs ont décidé à nouveau de durcir le mouvement. Le « Kolektif pou lagwiyan dékolé » (pour le décollage de la Guyane), qui chapeaute l'ensemble, a décidé lundi 17 avril au soir en assemblée générale de reformer les barrages, d'en ériger d'autres et de durcir les conditions de passage.

Le collectif a envoyé au gouvernement un protocole d'accord exigeant à nouveau les 2,5 milliards qui doivent s'ajouter au 1,085 milliard déjà accordé.

Le collectif estime avec raison qu'après cette mobilisation de masse, il faut saisir l'occasion d'arracher les fonds et donc ne rien lâcher. Ces trois milliards ne sont qu'un moyen devant permettre de faire sortir d'urgence les infrastructures et services publics du délabrement.

Il n'y a donc toujours pas d'établissement scolaire ouvert, les villes sont quasi mortes, et la fusée Ariane toujours au sol, le Centre

spatial guyanais (CSG) ne pouvant fonctionner normalement.

Le 18 avril, ce sont surtout des patrons petits et grands qui ont protesté contre les barrages et tenté de susciter plusieurs incidents. Certains, du côté de Kourou et du CSG, ont tenté de forcer les barrages et ont dû reculer face à la détermination des militants. Ce petit milieu lié au Medef tente de faire basculer l'opinion de la population dans son sens. Mais la grande majorité reste solidaire de la grève générale.

Cependant, on ne voit toujours pas mettre en avant les intérêts spécifiques des

travailleurs, qui pourtant sont toujours en grève, ni ceux des chômeurs et des plus démunis : pas de revendications de salaire, de conditions de travail, d'embauches massives. Les dirigeants des collectifs, les notables, défendent les prétendus intérêts généraux de la Guyane et les militants régionalistes, nationalistes ou autonomistes, eux, font de plus en plus entendre leur revendication d'un statut politique proche de celui de la Nouvelle-Calédonie. Mais il y a « leur » Guyane et celle des travailleurs, des chômeurs, des pauvres, des peuples autochtones qui souffrent en forêt!

Si un début d'orientation dans le sens de leurs intérêts se faisait entendre, ce serait le commencement de la nécessaire prise de conscience de classe, indispensable pour l'avenir, pour construire la force politique des travailleurs et des pauvres.

Pierre Jean-Christophe



La contagion sociale dans les trois Guyane

La mobilisation des travailleurs et de la population de la Guyane française semble être contagieuse dans les deux autres Guyane. Au Surinam (ex-Guyane Hollandaise), un pays très pauvre, en pleine crise économique, des manifestations

importantes ont eu lieu contre la politique du gouvernement.

Au Guyana (ex-Guyane britannique), les ouvriers agricoles ont organisé une marche de protestation contre la fermeture annoncée des plantations sur la côte est du pays.

3, 4 et 5 juin à Presles (Val-d'Oise) La Fête de Lutte ouvrière

La Fête de Lutte ouvrière sera d'abord une fête communiste révolutionnaire, l'occasion de se retrouver, de débattre avec des travailleurs et des militants révolutionnaires d'autres entreprises, voire d'autres pays, tant de la situation que des moyens pour les opprimés de la changer.

Ces trois jours de fraternité sont aussi l'occasion de déguster une spécialité, de s'allonger dans l'herbe au gré des spectacles, d'accéder au progrès des sciences, de s'émerveiller lors d'une conférence sur l'art, ou de danser.

N'hésitez plus à réserver votre week-end et à prendre vos cartes auprès de nos camarades.

**Dimanche et lundi
à 15 heures
sur le Grand Podium
allocution de
Nathalie Arthaud**



Renseignements pratiques et programme sur le nouveau site fete.lutte-ouvriere.org

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est disponible. Jusqu'au 7 mai, elle est vendue au tarif réduit de 12 euros.

Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en vente.

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès de nos camarades, sur le site en payant par carte visa ou par chèque envoyé à : **Lutte ouvrière-La Fête - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex**

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié et de préciser votre numéro de téléphone. Envoi franco de port.

Toutes les activités proposées à la Fête ne peuvent être annoncées, faute de place. Le programme complet sera consultable sur le site et dans le journal. On peut déjà promettre :

- . L'Arboretum et ses visites commentées
- . la Cité médiévale et ses animations
- . le Parcours dans les arbres
- . le Carrousel de la

Connaissance

- . la Cité des Sciences
- . les 200 stands
- . la Cité politique
- . les deux cinémas (plus le cinéma en plein air la nuit de dimanche)
- . les débats